

RAPPORTS DES COMITES NATIONAUX REPORTS BY THE NATIONAL COMMITTEES

AI MAGNE GERMANY

Depuis le récit de voyages d'Ausonius, datant du IV^e siècle après J.-C., on trouve en Allemagne une série de relations historiques de voyages traitant des monuments. Les églises y prennent une place prépondérante; les forteresses et châteaux viennent s'y ajouter, principalement à partir du XVIII^e siècle. La vallée du Rhin, avec ses forteresses et ses villes, qui, déjà au XVII^e siècle, fournissait le décor de tableaux, notamment de maîtres hollandais, suscite un intérêt puissant comme but de voyage. Les descriptions imprimées s'en multiplient.

Elles prennent une place prépondérante; les forteresses et châteaux et les ruines. Des poètes anglais glorifient les forteresses et châteaux de la vallée du Rhin, de même que ceux de France et de Russie. L'affluence d'étrangers dans la région rhénane s'accroît, notamment en raison de la découverte de la navigation à vapeur. Le « Drachenfels » (rocher des dragons) et le « Rolandsbogen » (courbe de Roland) sont bientôt les hauts lieux du romantisme tardif attaché au Rhin.

On peut suivre comment, à partir de 1840, on projette et construit, à proximité des châteaux rhénans, des auberges pour les voyageurs.

Après la seconde guerre mondiale, le tourisme à destination des forteresses et châteaux a encore augmenté. Ceci vaut aussi pour les églises, qui voient cependant diminuer l'afflux séculaire des pèlerins; c'est le cas notamment du tombeau de l'apôtre saint Mathieu à Trèves.

Le tourisme est la cause d'une situation toujours plus critique de l'encadrement des monuments par leur paysage.

La Bavière offre, avec les châteaux des rois de la seconde moitié du XIX^e siècle, de nouvelles attractions. Au cours des dernières décennies, on a constaté que les châteaux royaux, de style romantique, y suscitent plus d'intérêt que les châteaux baroques ou d'époques plus éloignées. Les visiteurs recherchent une certaine unité de la personnalité du monument et du maître de l'ouvrage que représentent bien les châteaux romantiques des rois.

D'autre part, un intérêt très vif se manifeste de la part des visiteurs pour les châteaux transformés en musées. A l'encontre de la tendance à la construction d'immeubles modernes pour loger les musées, il y en a une autre, émergente de manière croissante, et qui vise à l'établissement de musées dans des constructions historiques.

Pour la mise en état d'anciens châteaux résidentiels et de leurs annexes, les Land allemands ont investi depuis 1945 plusieurs milliards de DM, qui profitent également au tourisme. On pense principalement à l'administration des châteaux des Land de Bavière, de Hesse, de Berlin et de la Rhénanie-Palatinat.

Les nuitées enregistrées dans les auberges de jeunesse installées dans de vieilles forteresses atteignent des chiffres particulièrement élevés. On constate cependant, auprès des auberges de jeunesse, une tendance à construire de nouveaux bâtiments et à ne plus préférer les auberges et châteaux. Ceci résulte notamment de l'exigence d'un confort accru accompagnant la hausse du niveau de vie, mais aussi d'une certaine retenue vis-à-vis de la conscience du fait historique.

A l'encontre de cette orientation, il y a le désir croissant de la population devenue plus riche, de loger dans les soi-disant hôtels-châteaux, c'est-à-dire dans des forteresses ou châteaux transformés en hôtels. Même si dans ce cas, un certain snob-

bisme intervient, les monuments en profitent de toute façon. Les hôtels vraiment historiques du XIX^e siècle, dont certains sont célèbres, doivent pour résister et survivre se moderniser fortement.

Dans les villes, les quartiers historiques sont pour les étrangers de bonnes attractions. Par exemple, à Düsseldorf est né après la deuxième guerre mondiale, un quartier pratiquement neuf appelé « Vieux Düsseldorf », qui comprend de nombreuses auberges et connaît, surtout le soir et la nuit, un afflux abondant de touristes. Les auberges pseudo-historiques gardent la préférence.

Le ministre de l'économie et du transport des Land devrait également encourager le tourisme vers les lieux historiques. Il est néanmoins difficile de limiter le tourisme de manière qu'il ne prenne pas le dessus et qu'il n'envahisse et n'étouffe pas ses centres, à savoir les monuments. Or les communes sont particulièrement acharnées à ouvrir ces centres à l'exploitation et au tourisme.

Il devient toujours plus difficile de maintenir l'équilibre et surtout de conserver la primauté des monuments dans leur environnement. La législation est également insuffisante dans ce cas.

Les effets de la publicité sont néfastes aussi pour les monuments. Egalement dans ce cas, il est nécessaire de renforcer, diriger et endiguer. La législation est surtout insuffisante ou est interprétée de telle manière que son aide ne permet pas d'obtenir grand-chose. Seules certaines localités peu nombreuses se soumettent volontairement à des limitations dictées par la loi, au bénéfice de leur antique essence.

Les conservateurs de monuments ne peuvent dans bien des cas avoir une influence plus forte qu'en devenant eux-mêmes membres des conseils d'administration d'associations de tourisme.

En gros, l'influence du tourisme sur les monuments est plus négative que positive. Seule une orientation systématique de développement faisant appel à tous les moyens disponibles peut modifier cette situation et contribuer à un sain avenir.

COMITE NATIONAL ALLEMAND

DANEMARK DENMARK

On comprend fort bien, au Danemark, qu'un assez grand nombre de monuments et de localités historiques ont une grande importance pour le tourisme.

Un étranger, ayant une bonne connaissance de la culture européenne visitera avec grand intérêt le château de Kronborg à Helsingør — où Shakespeare a situé l'action de son drame « Hamlet » — la maison et le quartier où ont vécu, par exemple, le poète H. C. Andersen et le philosophe Søren Kierkegaard, tandis que le touriste danois portera aussi son attention sur les localités illustrées par l'histoire danoise, où qui furent habitées par des personnalités marquantes de l'art et de la culture de leur pays, mais qui ne sont pas connues hors du Danemark.

Un visiteur étranger envisagera les témoins de notre architecture ancienne d'un point de vue international; il les comparera aux constructions des autres pays, tandis que le touriste danois les considérera comme des manifestations de la vie et des activités du Danemark au cours des âges.

Ce qui, pour les Danois, paraît être de premier ordre pour un bien, peut-être, ne pas intéresser un voyageur étranger, qui n'a pas reçu la même préparation qu'un Danois. Il se peut aussi, au contraire, que le Danois considère comme ordinaires, banals et quotidiens des objets auxquels un étranger s'attachera les trouvant étranges et caractéristiques du Danemark. Beaucoup de nos grandes églises et de nos manoirs présentent un plus grand intérêt pour les touristes danois que pour les étrangers, tandis que le paysage de nos campagnes, l'aspect de nos champs et l'architecture typique de nos vieilles villes retiennent plus l'attention des étrangers que de nos compatriotes.

Les organisations officielles de tourisme sont fort attentives à la grande importance que présentent les monuments et les sites historiques pour notre pays et son économie. Ils travaillent à leur conservation et utilisent les monuments pour leur publicité. Il est bien évident que — en outre de l'importance sur le plan culturel du fait que les monuments historiques soient visités par un grand nombre de personnes —, cela présente aussi de grands avantages sur le plan économique. Il est donc souhaitable que de nombreux étrangers visitent notre pays et que le tourisme intérieur danois soit important, que nos compatriotes voyagent dans leur propre pays au lieu d'aller toujours passer leurs vacances à l'étranger. Pour que les monuments historiques soient plus facilement accessibles aux touristes, plusieurs d'entre eux ont été transformés en musées, restaurants et hôtels.

Harald LANGBERG
Inspecteur en Chef
des Monuments Historiques

ESPAGNE - SPAIN

1. Le thème « Monuments et Tourisme » a été traité déjà plusieurs fois lors de réunions, au niveau international et au niveau national. Ainsi la Quinzième Conférence Générale de l'UNESCO, en octobre - novembre 1968, avait à son ordre du jour (point 21,3) « le tourisme et le financement de la conservation des monuments et des sites d'intérêt historique et artistique ». La même organisation a réuni en Tunisie, en janvier 1968, une conférence sur ce sujet, dont le rapport final porte la référence SHC/CS/1.

Dans toutes ces réunions, les concepts « monument » et « site » naturel, historique ou artistique, ont été mis sur le même pied. Pourtant, à mon avis, dans la réalité on n'envisage pas encore correctement le problème des « sites » dont l'importance, à cet égard, a augmenté considérablement, en comparaison avec celle des « monuments »; les « sites » sont envisagés, aussi, maintenant comme des valeurs en eux-mêmes. Il faut commencer par éclaircir le véritable sens que nous donnons au terme de « sites naturels, historiques et artistiques »: ce sont « les espaces géographiques, de grande ou de petite extension, qui étant donné qu'ils contiennent des valeurs d'ordre bio-naturel, scientifique, esthétique, historique ou ethnologique, méritent d'être efficacement protégés avec toutes leurs caractéristiques. »

Du fait de la protection globale des « sites », qui constituent le contenant, les différents monuments placés dans leur périmètre, sont automatiquement protégés. Leur conservation et leur restauration, sans perdre de leur importance bien entendu, deviennent des problèmes purement scientifiques.

Ce nouveau concept peut même modifier la philosophie de la restauration des monuments, rendant possible une plus grande liberté dans les restaurations, lorsqu'elles sont conseillées par des raisons d'urbanisme, mais en gardant toujours l'exigence d'une certaine fidélité fondée sur des documents.

2. Que le problème soit envisagé du point de vue touristique, ou du point de vue culturel, notre civilisation doit s'efforcer de conserver, comme objectif final, l'esprit unique et toujours différent de chaque pays et de chaque région, leur personnalité,

leur physionomie, en les libérant de l'uniformisation universelle qui les menace.

Quels sont donc les éléments qui constituent et donnent réalité à cette personnalité, à cet « esprit » de chaque pays ?

Parmi eux figurent des éléments immatériels, très importants certes, mais dont l'analyse nous entraînerait hors de notre propos; tels sont par exemple la religion, la langue, la littérature.

Au nombre des éléments matériels ou matérialisables, on peut citer :

- les monuments en eux-mêmes et dans leur cadre,
- les ensembles urbains,
- les secteurs géographiques possédant certaines valeurs scientifiques (biotopes, gisements paléontologiques et archéologiques, etc.),
- les zones rurales aux paysages de grand intérêt,
- les traditions populaires dans leurs expressions plastiques.

3. La doctrine de la conservation du patrimoine culturel a subi une importante évolution, en ce qui concerne son objet même. Il y a un demi-siècle, on se préoccupait essentiellement de la conservation d'un nombre limité de monuments, de grande qualité, auxquels était donné chez nous le nom emphatique de « Monuments nationaux », considérés comme des valeurs en eux-mêmes.

Cette idée a été largement dépassée. Un monument en lui-même, au moins pour l'extérieur, ne peut plus être considéré comme une œuvre d'art — tout au plus comme un objet d'étude historique, scientifique et architecturale —, s'il n'est pas accompagné d'un cadre ou d'un environnement approprié. Une cathédrale entourée de gratte-ciels qui surpassent la hauteur de ses pinacles a perdu sa valeur en tant qu'œuvre d'art. Cette affirmation est plus valable encore si l'œuvre — au lieu d'être considérée du point de vue esthétique — est envisagée comme un élément d'attraction touristique. Le touriste moyen n'admire et ne se souvient d'un monument que si celui-ci a eu la capacité de l'impressionner, de le *frapper*.

Le monument et son cadre, du point de vue esthétique comme du point de vue touristique, sont inséparables, aussi bien lorsqu'il s'agit d'un cadre urbain que d'un cadre naturel. Un beau cadre, un environnement authentique revalorisent le monument, donnent plus de puissance à sa capacité d'attraction. De cette idée de cadre monumental, on est venu à reconnaître la valeur esthétique des ensembles urbains historiques et artistiques, si bien que le problème de leur restauration est devenu plus complexe, par ses implications sociales, économiques et urbanistiques.

La valeur, en tant qu'élément d'attraction touristique, d'une ville ancienne correctement aménagée, même si cette ville ne contient pas de monuments de premier ordre, est extraordinaire. La relation qui existe entre les monuments et le paysage est, également, d'extrême importance. Ainsi qu'un château-fort ne peut être séparé, sur le plan esthétique, du roc ou de la colline sur lequel il est assis, la présence d'un monument humanise le paysage en lui donnant une échelle.

4. Le thème des « sites » naturels, historiques et artistiques dans leurs relations avec le tourisme, lorsqu'il s'agit de « sites » d'une extension réduite comme certains petits villages à caractère mixte (urbain et rural), présente un aspect particulièrement négatif, qui reste un problème peu étudié jusqu'à aujourd'hui et dont la solution n'est pas facile. Il s'agit de l'afflux massif de touristes dans ces endroits privilégiés à certaines saisons de l'année. Une étude réfléchie de ce problème pourrait être faite sur le cas spécifique de certains sites d'une valeur exceptionnelle dont le contexte historique ou littéraire est singulièrement attractif sur les multitudes. C'est le cas, par exemple, de Capri, Taormina, Les Baux ou Valdemosa. Ces sites sont extrêmement beaux hors saison, mais dans les époques de pointe, une multitude de touristes s'abat sur eux comme une véritable « Plaque d'Égypte ».

Quelle peut être la solution de ce problème dans la conjoncture actuelle, marquée par l'expansion touristique mondiale ?

La solution est, à mon avis, de multiplier les sites, de créer de nombreux centres nouveaux dans des lieux qui réunissent les conditions nécessaires pour cela, en mettant en valeur leurs beautés, en les équipant et en les faisant connaître par une propagande efficace.

L'Espagne ne manque pas, bien sûr, de lieux réunissant ces conditions; tels sont des centaines de petits villages dans lesquels la nature, l'histoire, le « mystère » de l'inédit — ce mystère qui, malheureusement, à Capri, aux Baux ou à Taormina, s'est estompé — sont unis à un climat estival parfait. Il n'est plus loin le moment où le tourisme culturel va se trouver obligé de changer ses slogans publicitaires en proclamant « n'allez pas à Capri », « n'allez pas aux Baux », « n'allez pas à Valdemosa ».

On connaît assez les « Paradores » de l'Espagne, s'attachant surtout à leur aspect de monuments anciens (châteaux, palais, monastères, etc.), transformés en établissements hôteliers modernes, sans détruire leur valeur esthétique et historique. Mais le programme national des réseaux de « Paradores » cherche en plus à assumer une autre fonction, moins connue, qui est celle de créer de nouveaux centres d'attraction, de nouveaux points touristiques, dans des endroits où l'initiative privée n'oserait pas bâtir d'hôtels. Ce programme s'efforce donc d'orienter le tourisme vers des régions ou des endroits qui ne méritent pas d'être oubliés. Cette fonction a autant d'importance du point de vue culturel, à mon avis, que celle de revitaliser des monuments anciens.

5. Pour résumer ce que je viens de dire, j'arrive à la conclusion que le moment est venu de mettre en marche la planification du tourisme culturel, à l'échelle européenne d'abord et bientôt à l'échelle universelle.

Une telle planification est indispensable pour créer de nouveaux centres touristiques et pour protéger de la destruction les lieux touristiques traditionnels. Elle s'opposera à la destruction qui peut venir de la spéculation immobilière, de l'industrialisation et du tourisme lui-même.

Gabriel ALOMAR
Président
du Comité National Espagnol

FINLANDE - FINLAND

We include the report of the Finnish Travel Association — the professional consideration of the possibilities of cultural tourism in Finland. It is evident that co-ordination between professional tourism organizations and the authorities in charge of monuments is needed, and a special interministerial unit (mentioned in UNESCO 15C/59/20) in our country is to be established.

So far no definite inventory of our cultural property and no official program for tourism in Finland have been made. We are giving an outline of the Finnish opportunities here.

The geographical situation of the country between eastern and western Europe, and its climate, with harsh dark and snowy winters, mild summers and short summernights, might be considered an exotic frame for the tourism program.

As the report of the Finnish Travel Association mentions, the historic monuments and sites are the basis of the domestic travel program. There may be international value in the Finnish wooden monuments, unique in the whole world; especially the churches from the 17th to the 19th century, build in all parts of the country. The medieval grey-stone churches, built mainly in the south-western part of the country, are also important, and some of them with their frescoed walls and vaults are exclusive rarities even for historians.

Some of our fortresses and castles could be appropriate goals for cultural tourism.

1. Olavinlinna, a medieval castle on the eastern boundary, magnificently situated on a rocky isle in deep streaming waters.

2. Suomenlinna-Sveaborg, a whole fortified town outside Helsinki. It has not yet been developed, however it could be compared to examples in 75 Ex/3 Unesco document. Suomenlinna is within easy reach, only 15 minutes travel from the city. It is owned by the State. It includes 18th century fortifications, barracks, vaults, ruins, with the open sea around it, no cars, no noise, etc. It offers a setting wide enough for successful cultural tourism.

In this connection it might be observed that technical installations required by modern tourism may often prove disastrous to a monument or a site. All kinds of necessary services are often marked by cheap commercialism. We stress here that the cultural value of monuments and sites should be taken into account, and strictly respected first of all, when the opportunities are studied of making use of them in modern life, and that the original function of the monument should harmonize with its planned future use.

On behalf of the Finnish National Committee of ICOMOS,

Maija KAIRAMO
Architect

Antero SINISALO
Conservator

By request the Finnish Travel Association wishes to give as its opinion about the report "The preservation of monuments and other cultural property in association with the development of tourism", by UNESCO, the following:

The relationship of tourism in our country to significant national monuments and culture has not been investigated thoroughly enough. However, it can be generally noted that internationally speaking we do not have in Finland at this moment any monuments or historic sites that would not have been taken into consideration in our restoration and preservation programmes. When carrying out these programmes for preserving and exploiting of the sites, the main question is thus the financial one. Even though from the point of view of international tourism the value of these historic objects is not known yet, in domestic travel, on the contrary, these sites can in many cases be of great importance. It can be said that in Finland like everywhere else national monuments and sites form the basis of domestic travel.

In addition to historic monuments our national culture has evident points of contact with the development of tourism. Best examples of this are two remote districts in our country: eastern Ilomantsi and northernmost Lapland. These districts as such do not offer any high-class touristic services and they both are relatively difficult to reach by any means of transport. However, i.e. Ilomantsi can show surprisingly high visiting figures and people go there expressly to find the genuine Karelian culture. In the same way Lapland has in this respect international importance. In Lapland we have, from the point of view of tourism, the most significant cultural treasure: one of the last nomadic areas in Europe. This fact has also been noted in all our tourist promotion.

In summary it can be said that the importance of the historic monuments and sites in tourist promotion of Finland has not been investigated. Above all we would need an objective estimate of an expert about the international value of Finnish historic monuments and sites, or alternatively information of the basis of which this value could be measured.

In this respect the measures presented in the report, partly already fulfilled and partly being planned, will certainly give results that can be adopted in the Finnish circumstances.

Heikki MAKI
General Director
of the Finnish Travel Association

GHANA - GHANA

A tourist does not travel merely for the sake of travelling. He usually plans long ahead for it and, if he has no savings already, decides to save towards it. Almost invariably, tourists go to places with unusual attractions — things with which they are not familiar. Some travel long distances to see monuments such as Egyptian temples at Abu Simbel, Roman remains in Sabratha, and ruins of Zimbabwe, others to visit pleasant beaches like the Riviera, to watch bull fights for example in Mexico, and to see wild life such as is in the game parks of East Africa.

Ghana, like the places mentioned above, possesses a number of things which constitute tourist attraction; they include monuments in different parts of the country which are mainly in the form the following:

- a) forts and castles,
- b) vernacular or traditional buildings,
- c) places or sites of general interest.

The forts and castles mark the period of European contact with the West coast of Africa beginning about the middle of the 15th century. By the late 18th century, thirty-seven forts and castles had been built along the coast by the Portuguese, English, French, Dutch and Dans. These forts and castles as well as a number of contemporary buildings constructed by merchant princes, are all part of the national monuments, and are managed by a government body which carries out restoration and maintenance work on them. Since actual conservation work on these monuments started about twenty years ago, more than half of those in good state of repair, numbering about fifteen, have been fully restored and are being regularly maintained. They have become a great attraction to tourists who make it a point to see them as an important part of their programme. Some tourists have on a number of occasions come into the country partly because of the forts and castles. Part of the policy on the maintenance of the monuments is to try as far as possible to allocate them for use by government departments after their restoration. This is to ensure that the buildings do not deteriorate. Although such departments are responsible for cleaning the buildings, they are forbidden by law to carry out any repairs which may alter any interesting architectural features of the monuments. This means it is against policy to carry out any changes on a fort or castle to satisfy the whims and fancies of a tourist agency. However, to whip up tourist enthusiasms for such monuments, a number of forts and castles have some apartments turned into rest houses. It is intended to have more of such rest houses because tourists who have stayed in them have so admired them that they have always declared an intention to stay in them again.

Another kind of building which falls under the category of such monuments consists of private houses built at the same time as the forts and castles. These houses are architecturally similar to the forts and castles. It is now the government's policy to declare them national monuments and have them preserved; and work on them has recently started. They have been attracting one kind of tourist for some time: it is the European or American tourist who comes looking for certain mediaeval types of buildings built outside Europe. It is quite evident that once such houses have been brought up to the required standard of conservation, the number of tourists interested in them will increase substantially.

Until recently Ghana National Monuments consisted mainly of forts and castles. The situation is now different, for some vernacular or traditional buildings of historic and architectural interest have been declared national monuments and some have since been restored and others are being preserved for posterity. This type is to be found mainly in the middle and northern parts of Ghana. As mentioned above, it consists of mosques on the north and of rectangular mural-decorated buildings built a century and a half or two centuries ago,

and used as shrines for the "state" fetish, with living apartments for the heads of the states. They are built in wattle-and-daub techniques and embody certain interesting characteristics which have been a great source of attraction to tourists. Architecturally the mosques have close affinities with Sudanic types of buildings while the mural decorations on the rectangular buildings reveal certain Moorish styles or influences. Associated with this type of building are historic mud walls found in the northern part of Ghana. These national monuments have partially been restored and are being preserved. Visitors to the north who are aware of their existence make it point of seeing them.

Very little, if any, has been done to preserve sites in Ghana. Why this is so is partly due to the fact that the kind of archaeological sites which in many countries are such preservable structures as earth-works, tumulus, or rock shelters, as well as large ethnographical objects, do not exist in Ghana. However, an attempt has been made to preserve certain interesting archaeological sites recently dug, and places where important historic events have taken place. These will undoubtedly contribute to attract tourists to this country.

Statistics show that since systematic conservation work on monuments in Ghana began some twenty years ago, the number of tourists entering the country has more than doubled. The Ghana Museum and Monuments Board charged with the responsibility of carrying out such an arduous task needs to be encouraged in every possible way. Its establishment by statute in 1958 gave an assurance for the proper upkeep of, and provided a genuine curiosity for, the cultural property of the nation. With the creation of the National Committee of ICOMOS, as a powerful auxiliary, the future success of the Board is assured, and it is already evident that the cooperation existing between the Board and the Tourist Agency will assist immeasurably in boosting tourist trade and thereby attracting a substantial amount of foreign exchange into the country.

GHANA NATIONAL
COMMITTEE

GRANDE-BRETAGNE - GREAT BRITAIN

A. In Britain the government aids the preservation of the country's cultural heritage by means of grants which largely finance most of the national museums and galleries. Over 900 museums and art galleries are open to the public.

The Ministry of Public Building and Works looks after ancient monuments; over 700 of the more important monuments are in its care.

The Ministry of Housing and Local Government is responsible for historic buildings. Grants and loans are made to assist in their preservation.

The National Trust owns and protects from harmful development some 400,000 acres of land and about 190 historic buildings and gardens for the benefit of the public.

The National Trust for Scotland has some 70 properties in its care, covering in all about 70,000 acres.

Also active in this field are a number of voluntary amenity societies, wholly dependent on the support of their members.

These include:

- Society for the Protection of Ancient Buildings,
- Council for the Preservation of Rural England,
- (and similar councils for Wales and Scotland),
- Commons, Open Spaces and Footpaths Preservation Society,
- Ramblers' Association,
- Georgian Group,
- Pilgrim Trust,
- Historic Churches Preservation Trust.

The Civic Trust, founded in 1957, exists to encourage high quality in architecture and planning, and to stimulate public

interest in the protection of beauty in town and country. It has produced plans for the development of town centres, and for recreational areas.

B. ACTION BY THE GOVERNMENT

(Note: Town and Country Planning Acts have since 1947 required buildings of outstanding historic or architectural interest to be scheduled or listed, in various Grades according to their importance. "Listed" buildings could not be altered without special authority. This procedure did not however provide adequate protection in some cases and a number of listed buildings were in fact demolished. The law has now been strengthened — see below Town and Country Planning Act 1968.)

1. HISTORIC BUILDINGS COUNCILS

A Historic Buildings Council for England and similar Councils for Wales and Scotland have been established to make recommendations to the Ministry of Housing and Local Government under the provisions of the Historic Buildings and Ancient Monuments Act 1953. The Act allows for grants to be made for the repair or maintenance of important historic buildings. Grants totalling over £ 6 million have been made towards the cost of urgently needed repairs to over 1,200 historic buildings in England, Scotland and Wales.

In april 1968 the fund available to the Historic Buildings Council for England, on the basis of which grants and loans may be recommended, was raised from £ 450,000 to £ 550,000 a year. At the same time provision was made for funds to enable the Government to acquire outstanding buildings which could then be cared for by the National Trust or by a local authority.

2. LISTING OF BUILDINGS

Lists of buildings of special architectural or historic interest so far cover some 180,000 properties, and additions to the list are continually made.

3. CIVIC AMENITIES ACT 1967

Part of this Act is designed to protect groups of historic buildings. Local Authorities are required to designate "conservation areas" in towns. Once designated, development involving changes to the buildings in the area may take place only after full enquiry.

4. TOWN AND COUNTRY PLANNING ACT 1968

The Act strengthens former regulations designed to protect historic buildings. Under the Act it is now an offence to demolish or later a "listed" building without specific consent. A local authority may also help up the threatened demolition of any other building of historic interest by means of a preservation order, thus enabling a full investigation to be carried out.

5. HISTORIC BUILDINGS BUREAU

Historic buildings which are for sale and for which no new use can be found may be notified to the Historic Buildings Bureau. The Bureau, through contact with interested organisations, endeavours to find suitable new uses for these buildings.

6. MINISTRY OF PUBLIC BUILDINGS AND WORKS

The Ministry has in its care in addition to royal palaces and government buildings hundreds of ancient monuments, castles and buildings which are open to the public. These include the Tower of London, Hampton Court Palace, Stonehenge, Edinburgh Castle, etc. Considerable improvements in amenities and facilities have been carried out at many of these properties to make them more attractive to visitors. The Ministry has given considerable publicity to the properties in its care and has produced guide books and leaflets,

some of them in several foreign languages, to give information to the visitor. Since 1960 a "Season ticket" has been available admitting holders without further charge to any Ministry property; sales of the ticket have been substantial and have included considerable sales to overseas visitors. (With the National Trust and the National Trust for Scotland the Ministry has since 1966 offered a season ticket, for overseas visitors only, valid for properties in the charge of all three bodies.) To emphasise the attention it paid the historic buildings and monuments, the Ministry staged an exhibition in London in 1968, illustrating some of the many properties. This travelling exhibition was subsequently seen in other centres and will again be on show during 1969.

C. ACTION BY THE BRITISH TRAVEL ASSOCIATION

Over 100 owners of historic houses open to the public are members of the Association. After a conference of owners in 1965, the Association set up a Historic Houses Committee consisting of representative owners, assisted by the National Trust, National Trust for Scotland and by an observer from the Ministry of Public Building and Works.

With the advice of the Committee, the Association has carried out increased publicity designed to make visitors more aware of the attractions of historic properties. A series of films has been made featuring a number of houses and being widely shown, particularly in overseas countries. From information received from the owners and guardians of properties an "Open to You" calendar of events taking place in houses was compiled in 1968 and a similar calendar will be issued for 1969. Historic properties are consistently featured in publications in several languages produced by BTA and distributed, particularly abroad, in considerable quantities.

Representations were made in 1968 to the Government about the finance and taxation problems of historic house owners. It was stressed that these houses are not only part of the national heritage and irreplaceable, but an important economic asset to the tourist market. They should not therefore because of an owners's inability to maintain them under present taxation conditions be allowed to fall into decay.

Where specific cases of a threat to demolish or change the character of a building of tourist interest and of historic or architectural importance have been brought to the Association's notice, support has been expressed for the conservation of the property.

ICOMOS NATIONAL COMMITTEE
UNITED KINGDOM

HONGRIE - HUNGARY

Les documents présentés lors de la session du Conseil Exécutif de l'UNESCO tenue à Budapest en 1966, les décrets adoptés lors de sa 15^e Conférence générale, ont jeté un jour nouveau sur la nécessité des rapports à établir entre la protection des monuments historiques et le tourisme. Ces documents insistent sur l'importance et les aspects économiques de ces deux domaines, sans négliger l'importance culturelle du problème. Le Comité National Hongrois est d'avis que la mise en évidence des relations de principe et pratiques, qui existe entre la conservation des monuments et le tourisme peut contribuer au développement le plus large possible de cette question; et nous voudrions souligner aussi, en même temps, au-delà de la nécessité économique de cette relation, sa nécessité culturelle. En résumant la pratique hongroise, il faut voir que la protection et la mise en valeur des biens culturels ne peut être efficace au point de vue du tourisme que si elle respecte pleinement les programmes de politique culturelle de la protection des monuments historiques. L'exigence naturelle du tourisme est d'exercer par la restauration des monuments et des ensembles historiques une attrac-

tion de plus sur les masses qui participent à cette migration des peuples de notre temps. Le tourisme ne peut pourtant pas complètement atteindre son but économique si l'attraction des monuments ne contient pas cet aimant puissant qui est l'authenticité historique. En effet, les touristes cherchent aussi, au cours de leur voyage, en dehors du repos et de la récréation, des expériences artistiques et historiques. Si le spectacle qui les accueille n'a qu'un faux éclat, ils seront bien peu à ressentir l'émotion ou l'expérience qu'ils en attendaient. Pour résumer sommairement le fond des idées que nous allons exposer sur ce sujet, nous pouvons dire que la Charte de Venise est non seulement la loi internationale de la protection des monuments historiques, mais que ses principes ont aussi force obligatoire pour le tourisme culturel s'il veut satisfaire à ses propres exigences.

Pendant les dix dernières années, le nombre des moyens d'information des masses s'est accru grandement; ils se sont élevés à un degré inimaginable et apportèrent des conséquences imprévisibles. Le texte écrit ou parlé est graduellement remplacé par l'image, dans les colonnes des journaux, des revues illustrées et surtout à la télévision. Dans l'un et l'autre domaine, la photographie en couleurs embellit presque la réalité. Ce n'est pas ici notre tâche d'analyser les avantages et les inconvénients culturels de l'information par l'image, mais il apparaît clairement, dans les chiffres des statistiques internationales, que la fréquentation du cinéma et du théâtre a remarquablement diminué dès l'apparition de la télévision; bien plus, tels domaines intéressants les masses comme le football, se sont aussi ressentis de l'influence absorbante et magnétique de la télévision.

Nos expériences dans le domaine du tourisme contredisent ces premiers exemples. Des photographies artistiques de paysages magnifiques, de mers bleues ensoleillées, de monuments d'art et d'histoire, ne diminuent pas le désir de voyages qui s'éveille au cœur de cent millions d'hommes; au contraire, elles l'augmentent. Cela donne à réfléchir: pourquoi les émotions d'un match de football, la beauté d'une représentation théâtrale, réalisés qui ne se répètent jamais, sont moins recherchées en original; par contre on veut contempler sur place les beautés naturelles de l'Adriatique et des îles espagnoles, les monuments historiques de Rome, de Paris et d'Athènes. Des causes apparentes de ces effets contradictoires de la civilisation de l'image, nous ne voulons relever ici qu'une seule: la vue réelle de l'original, qui ne peut être remplacée ni par la photographie, même si elle est de couleurs parfaites, ni par le film, où pourtant un opérateur magistral dirige le regard sur les points essentiels, sur les valeurs difficiles à découvrir pour le profane. Les foules qui s'élancent sur la route du tourisme, veulent voir vraiment tout cela, dont ils ont entendu parler par oui-dire, qu'ils connaissent par des descriptions, par des images, mais qu'ils n'ont pas encore vu sur place. Au fond de cette force motrice puissante se trouve, à côté du désir de connaissance, le besoin de ressentir l'effet de la vue réelle du monument d'art ou d'histoire. Ici, comme en général dans cet énoncé d'idées, nous mettons hors de cause le rôle de la mode et du snobisme, qui ne sont pas méprisables au point de vue du tourisme, mais négligeables pour la méthode de la restauration des monuments.

Alors, si la vue directe des monuments est une des expériences motrices du tourisme, certainement non négligeable, il semble logique que cette émotion ne puisse être perdue que devant un monument non restauré authentiquement. En poussant ce principe jusqu'à l'absurde, nous ne pensons pas qu'une maquette construite à l'échelle 1/1 pourrait susciter l'effet du monument original. Si quelqu'un avait l'idée terrible de construire le Parthénon d'Athènes, Notre-Dame de Paris, ou peut-être le Tempietto de Bramante, n'importe où et à la grandeur originale, cela pourrait être une sensation fantastique pour un moment, mais ne pourrait pas du tout susciter les sentiments que le visiteur éprouve à Paris, Athènes ou Rome — au-delà des questions de détails (les matériaux, la

technique de construction, le milieu) — faute de l'émotion qui émane du monument réel.

Nous pouvons faire valoir l'inutilité et même les conséquences funestes de l'hypothèse que nous émettons plus haut — sans compter son absurdité — vu les restaurations peu importantes et les adjonctions apportées au monument au cours des âges. Pour cette raison aussi, la force suggestive de l'authenticité historique du monument original fera défaut. Cette thèse est valable tant qu'une juste proportion est respectée entre le monument original et son complément. C'est cela que nous appelons dans la pratique hongroise: « complément explicatif ». Le complément qui ne veut qu'assurer une meilleure compréhension des vestiges fragmentaires, ne met pas en danger l'effet de la connaissance du monument original, tant qu'il ne le supprime pas.

Les idées que nous venons d'énoncer fournissent — nous le croyons — assez d'arguments pour justifier la prise de position du Comité National Hongrois, selon laquelle les principes modernes de la restauration des monuments historiques, codifiés dans la Charte de Venise, peuvent être la base du tourisme culturel. Nous avons d'autant plus besoin d'affirmer cette prise de position, parce que les masses ne comprennent pas, c'est-à-dire ne perçoivent pas encore l'importance de la restauration selon les principes de la Charte de Venise.

Le Comité National Hongrois est d'avis que, en sus de ces données de principe, il peut apporter quelques informations intéressantes au Congrès de l'ICOMOS, en résumant sommairement l'expérience développée et acquise en Hongrie dans le domaine de la protection des monuments historiques liée au tourisme. A ce propos, nous tenons à faire observer, tout d'abord, combien nous sommes heureux que le Conseil Exécutif de l'UNESCO ait bien voulu choisir, pour discuter les rapports de la protection des monuments historiques et du tourisme, précisément, Budapest en 1966. Nous nous réjouissons vivement que la doctrine et le programme d'action de l'UNESCO en faveur de la protection des monuments historiques, se soient élaborés dans la capitale de notre pays. D'autre part, sous la direction du Gouvernement hongrois, notre politique en ces deux domaines a déjà été orientée dans le sens proposé lors de cette session du Conseil Exécutif de l'UNESCO. Le développement économique en Hongrie est déterminé par des projets et des plans régionaux qui s'appliquent à tout le pays. Le projet de développement de nos différents sites ne contient pas seulement des propositions concrètes au sujet de l'agglomération industrielle, de l'urbanisme, mais aussi au sujet du développement du tourisme. A ce titre, le Gouvernement a accepté jusqu'ici quatre projets régionaux « de zones de repos » et plusieurs projets du même genre sont en préparation. Le premier était le projet régional du lac Balaton (qui fut honoré du prix Abercrombie de l'U.I.A.), puis celui du coude du Danube et ensuite — il y a deux ans — le projet régional de la Transdanubie de l'Ouest, enfin tout récemment les environs du lac de Velence aménagés en zone de repos. Ces projets régionaux ne s'occupent pas seulement de la situation et du développement de la base matérielle du tourisme — infrastructure, hôtel, restaurant, loisirs — mais ils contiennent aussi des propositions pour la restauration des biens culturels — monuments historiques, sites — qui se trouvent dans la zone étudiée. Les décisions gouvernementales agréant les projets obligent, en même temps, l'administration des monuments historiques et les organisations nationales et locales intéressées à ce sujet, à préparer des projets détaillés, prévus année par année, pour la restauration des monuments et des ensembles importants au point de vue du tourisme de cette région.

Etant donné ce qui précède, il n'est pas dû au hasard que le plan quinquennal de la protection des monuments historiques hongrois ait été centré sur certaines régions particulières. Dans le troisième projet quinquennal qui vient d'être achevé, cela signifie la restauration méthodique des monuments histo-

riques du Balaton, du « coude du Danube », de la zone de repos de la Transdanubie de l'ouest et de trois villes historiques classées : Buda, Eger et Sopron. Sur ces projets sont préparés les plans techniques concrets de la restauration et des fouilles scientifiques préliminaires, absolument nécessaires pour la réalisation.

Les monuments historiques restaurés sont sujets au tourisme sous un double rapport. Leur première fonction est l'expérience culturelle et l'action éducative, qui a une grande importance en notre pays car, outre le tourisme qui vient de l'étranger, le tourisme intérieur est également important. C'est pourquoi nos monuments constituent la preuve de l'histoire de notre pays et du talent créateur de notre peuple, une grande force éducative pour le développement du patriotisme, au bon sens de ce terme.

Dans les statistiques, il nous est difficile de faire la part du tourisme intérieur et du tourisme étranger, parce que le premier est plus difficile à évaluer. Pourtant, nous faisons connaître, à titre d'information, qu'en 1968, 4,3 millions d'étrangers sont entrés dans le pays dont 800.000 voyageurs en transit.

Voici le nombre des visiteurs dans nos principaux monuments historiques :

Eger, château fort	338.308
Budapest, église du roi Mathias	300.210
Tihany, abbaye	208.170
Budapest, Musée National Hongrois	178.812
Visegrád, château fort	165.515
Siklós, château fort	165.327
Visegrad, palais du roi Mathias	160.339
Győr, musée	141.802
Sarospatlak, château fort	109.532
Szombathely, sanctuaire d'Isis	106.863
Nyirbator, cloître des frères mineurs	100.132
Esztergom, château fort	97.751
Fertod, château	94.759
Duda, château fort	86.588
Koszeg, château fort	78.461
Gyula, château fort	71.082
Szigetvar, château fort	63.057
Szombathely, vestiges de la basilique chrétienne primitive	56.872
Sümeg, château fort	45.693

Les monuments historiques peuvent être — comme l'ont montré nos expériences — non seulement sujets passifs du tourisme, comme curiosités, mais aussi actifs, lorsqu'on les utilise pour les besoins du tourisme. Nous avons pu installer, de cette manière, des hôtels de tourisme, plusieurs milliers de lits dans des bâtiments qui ne sont plus utilisés pour leur destination première — par exemple le château fort ruiné de Vargesztes, le couvent du XVII^e siècle à Sarospatlak, un moulin à eau, etc. Les restaurants, bars et tavernes, installés dans des bâtiments historiques, sont bien fréquentés — par exemple l'auberge de Nemesvamos, le cellier Taranvi à Szentgyörgyhegy, la taverne Caesar à Sopron, le bar installé au rez-de-chaussée du château fort de Köszeg.

Si importante que soit la relation et la collaboration étroite du tourisme et de la protection des monuments historiques, nous croyons qu'il faut aussi définir les limites de cette relation.

Nous avons dit que les bases des projets généraux de restauration des monuments historiques sont les villes et les régions intéressantes au point de vue du tourisme. Nous dépensons environ 55 à 60 % des crédits alloués aux monuments pour ces territoires. Nous faisons restaurer, sur ces crédits, les monuments historiques laissés à l'abandon — châteaux forts, ruines, enceintes de villes — ou bien les constructions dont le propriétaire ne peut pas assurer la restauration convenable — églises, monuments historiques populaires, manufactures historiques, etc. Mais nous nous

efforçons aussi, par une intervention énergique de l'administration, que les bâtiments historiques — immeubles d'habitation, édifices publics — utilisés, soient restaurés par leurs propriétaires ou leurs usagers.

Ainsi, nous employons à peu près la moitié de nos crédits officiels — sans compter les ressources locales — dans des régions sans intérêt touristique. La fonction primordiale de la protection des monuments historiques doit être, à notre avis, la conservation, la restauration et la présentation des valeurs historiques et artistiques de notre pays, même quand certains monuments sont situés hors des circuits touristiques. De plus, nos expériences confirment que même des sites sans intérêt touristique deviennent des buts fréquentés par le tourisme, après la restauration et la mise en valeur de leurs monuments historiques importants.

L'autre limite se trouve dans les principes que nous avons énoncés. Nous n'avons pas admis dans le passé, et nous n'admettrons pas non plus, à l'avenir, que les méthodes scientifiques et l'aspect de la restauration soient soumis aux exigences et aux désirs du tourisme. Nous n'avons eu que très rarement, il faut le dire, à nous opposer à de pareilles intentions.

Nous terminons notre exposé sur les principes et l'expérience pratique que nous avons acquise, en mentionnant, que les bureaux d'études d'architecture et d'urbanisme hongrois, particulièrement l'Intendance des Monuments Historiques avec ses propres architectes, offrent volontiers leur participation active à la préservation et la mise en valeur des biens culturels des autres pays.

COMITE NATIONAL
HONGROIS

LUXEMBOURG - LUXEMBURG

Un million six cent mille étrangers visitent, en moyenne, chaque année le Grand-Duché de Luxembourg, chiffre impressionnant par rapport à sa population, qui n'est que de 320.000 habitants. Ce mouvement touristique apporte un revenu de neuf cent millions de francs belges à l'économie nationale.

Etant donné les faibles distances qui séparent nos monuments des centres touristiques, il est naturel que ces monuments reçoivent de très nombreux visiteurs. C'est le cas notamment pour les régions d'Echternach (abbaye, basilique, église Saint-Pierre-Saint-Paul, place du Marché, remparts), de Vianden (château, églises, maisons bourgeoises du XVI^e au XVIII^e siècles, remparts), de Clervaux (château fort), d'Esch-sur-Sûre (cité ardennaise type avec les ruines d'un château fort), et pour la Vallée des sept châteaux, sans parler de la ville de Luxembourg dont le site (vestiges du château fort, fortifications anciennes, églises et quartiers historiques), attire beaucoup de visiteurs. Il est difficile de fixer la proportion exacte qui revient aux monuments dans l'attrait des touristes pour notre pays, mais si l'on considère le nombre des visiteurs du Château de Vianden ou des Casemates de Luxembourg, par exemple, il est certain que les monuments y jouent un rôle important.

Pour faciliter le courant du tourisme culturel, la publication d'une carte est prévue, où seront indiqués les sites gallo-romains, les châteaux, les monuments religieux, les sites naturels, les monuments divers et les musées que l'on pourra visiter. Des circuits ont été proposés, par exemple, un circuit des sites gallo-romains, un circuit des châteaux, un circuit des monuments religieux les plus remarquables. Cette carte, à laquelle seront joints une liste donnant des indications sur les monuments et un programme des manifestations culturelles, sera disponible aux postes frontaliers, dans les bureaux de tourisme et les syndicats d'initiatives.

Des représentations théâtrales sont organisées dans les casemates et sur les remparts à Luxembourg ainsi qu'au château de Wiltz, des concerts ont lieu dans l'ancien cloître à

Vianden, des *concerts d'orgue* dans l'église Saint-Michel de Luxembourg, dans l'église baroque de Koerich et dans la basilique d'Echternach (à partir de 1970), des *concerts spirituels* dans la cathédrale de Notre-Dame à Luxembourg et dans l'église Saint-Pierre-Saint-Paul à Echternach. Au nouveau Théâtre de la Ville de Luxembourg, en outre d'un programme bien étudié de pièces de théâtre et d'opéras, sont données les « soirées de Luxembourg », série de concerts d'un haut niveau artistique, qui attirent de nombreux auditeurs étrangers.

Des *expositions* vont être installées aux châteaux de Clervaux (maquettes de châteaux forts), de Bourglinster (armoiries) et de Mersch (collection d'armes).

Les *Musées d'Etat* à Luxembourg comprennent un Musée d'histoire (sections gallo-romaine, d'histoire médiévale, de folklore, d'armes, beaux-arts) et un Musée d'Histoire naturelle; des musées régionaux présentent des collections, à Esch-sur-Alzette (Musée du fer), à Mersch (objets gallo-romains), à Echternach (métiers d'art; à partir de 1970) et à Diekirch (collections gallo-romaines).

Les illuminations de monuments (anciennes fortifications et quartiers historiques de Luxembourg, abbaye et autres monuments d'Echternach, château de Vianden, etc.), tout en mettant en évidence les constructions, ont le désavantage de dégrader souvent l'aspect des bâtiments par de trop nombreux projecteurs et des conduites mal placées, à moins qu'il ne soit possible de cacher les installations par des bosquets de verdure.

Il convient de relever le rôle *instructif* que peuvent jouer les monuments dans le tourisme, si des panneaux bien documentés font connaître aux visiteurs toute l'histoire des bâtiments.

Si l'on constate en général que la visite des touristes ne cause pas de graves dégâts aux monuments, à condition toutefois qu'il y ait une surveillance continue et que l'on parvienne à bannir toutes les installations trop tapageuses (marchands de souvenirs et de boissons), il faut prendre des précautions particulières pour éviter la dégradation des monuments naturels et des sites par le stationnement continu de voitures ou de caravanes, les dépôts de toute sorte, les terrains de camping trop nombreux et trop rapprochés et la circulation automobile trop voisine des sites. L'éducation du public à l'école puis par la presse devrait réussir à éviter les perturbations de la flore et de la faune. Une loi adoptée en 1965 permet de refuser le permis de construire à une distance inférieure à 100 mètres d'un cours d'eau ou d'un massif boisé, ce qui implique la possibilité de sauvegarder les sites, car le territoire est très boisé et le réseau des ruisseaux très serré.

Ces mesures, qui pourraient gêner le mouvement touristique, doivent aller de pair avec la création de zones de loisirs et de parkings à la périphérie des sites. Des dispositions devront également être prises pour faire revivre certains villages typiquement ardennais en y créant des possibilités d'hébergement et en rétablissant leur cadre de verdure.

COMITE NATIONAL
LUXEMBOURGEOIS

MALTE - MALTA

During one of the yesterday's discussions, one of the speakers said that each country thinks that its own problems are greater than those of other countries. Whilst this of course could be perfectly true, it is perhaps equally true that some countries, due to certain circumstances peculiar to them do have problems which are not found in other countries.

This is certainly true in the case of Malta, in this extremely important question of tourism and conservation.

Malta is a small country, a very small country, with a population of only about 300,000. Its civilisation is one of the oldest in the world, and certainly one of the most

important in the Mediterranean. It stands exactly in the middle of the important sea-route, through which the civilisations of the near and middle East travelled through the ages, to the west. It is also mid-way between Europe and Africa, and it is therefore not surprising that Neolithic, Bronze Age, Punic, Roman, Arab Spanish, Italian and British cultures left their mark.

Malta has a result the greatest concentration of monuments, sites of architectural and historic importance per square mile of area, and perhaps, alas, the greatest influx of tourists per square mile. In fact, in 1960, that is less than 10 years ago, when organised tourism was born in Malta, we had only about 50,000 tourists; now this year we will be getting 200,000 and 250,000 next year.

Now these four factors:

- a) small size of the island,
- b) the comparatively high population density of 2,500 persons per square mile,
- c) the large concentration of monuments and
- d) the sudden and alarmingly large influx of tourists, all these factors, both singly and collectively, tend to make the problem of tourism and conservation of monuments and sites more difficult. That is why we are very glad in Malta that the next Assembly of Europa Nostra is going to be held there. Many of the distinguished delegates here present could see at the first look the magnitude, the particular complexity of the problem.

Due to a number of socio-economic factors, and through no fault of our own, a new type of economy had had to be introduced in Malta, suddenly, without any previous planning, because of the political upheavals which took place in recent years. The diversification of the economy had had to take place almost overnight, at such a rate that proper planning could not keep pace with development. The result of all this has been, in some cases, disastrous.

However, on the credit side, new Town and Country Planning Legislation is at the moment, before Parliament, private conservation societies are doing their best to save what can be saved; we, at the Ministry of Works, are fighting against time to remedy the neglect of many years.

These are, Ladies and Gentlemen, some of our very real problems. When any of you, as I hope most of you will, come to Malta, keep in mind the obstacles we are up against, in order to reconcile the requirements of development on the one hand, with the preservation and conservation of our cultural heritage on the other, and then judge for yourselves, and do please tell us what you think on the way we are going about the solution of this most important and urgent question.

M ael F

MEXIQUE MEXICO

L'Amérique Latine est l'une des plus vastes régions du monde et possède un patrimoine culturel varié et abondant. La richesse monumentale du Brésil, du Mexique et du Pérou, sans oublier celle de la Bolivie, de la Colombie, de l'Equateur et du Guatemala, est à l'origine d'un mouvement de tourisme culturel qui se développe avec des caractéristiques différentes de celles que l'on connaît habituellement. La carence de lois de protection efficaces et l'avalanche, chaque jour plus importante, de touristes obligent à prendre des mesures immédiates pour éviter la modification ou même la disparition du caractère et de l'atmosphère des ensembles urbains historiques.

L'« exploitation touristique » à laquelle nous assistons aujourd'hui, principalement au Mexique et à Porto-Rico (dans ce dernier cas, c'est une des incidences du problème cubain), oblige à formuler des recommandations d'un caractère différent de celles que nous avons édictées, au sujet

du tourisme, lors de réunions antérieures, parce que nous faisons alors allusion à des pays où le tourisme existe depuis longtemps et où le tourisme intérieur, sur le plan national, était pratiqué depuis de nombreuses années.

Quelques nations d'Amérique Latine sont en train de redécouvrir leur passé culturel, mais elles n'ont pas encore assez de sens historique pour le comprendre totalement et le mettre en valeur. Ainsi au Mexique, par exemple, un changement dans la mentalité de la population, qui se manifeste depuis l'inauguration du nouveau Musée d'Anthropologie en 1964, s'est traduit par un très important mouvement du tourisme national qui s'est porté vers nos sites historiques et artistiques; parallèlement, le tourisme étranger a augmenté dans de notables proportions.

Devant ce phénomène d'« explosion touristique », il est urgent de prendre rapidement des mesures et je demande que des recommandations très précises soient adressées aux différents pays qui, aujourd'hui, affrontent ce problème. Etant donné les caractéristiques que je viens d'exposer, je crois que l'on devrait préparer des recommandations de deux types :

- les unes concernant les pays où le tourisme existe traditionnellement et pour lesquels notre réunion est l'occasion de formuler des dispositions nouvelles et différentes de celles qui y existaient, parfois,
- les autres concernant les nations où le tourisme est un phénomène nouveau qui prend rapidement d'amples proportions. Dans ce derniers cas, les recommandations devront être très concrètes, avec des allusions directes à la nécessité de conserver et de préserver le patrimoine monumental dans le cadre d'un environnement urbain homogène qui le protège contre les altérations et les pastiches qui ont fait très vite leur apparition dans nos villes historiques.

Carlos FLORES MARINI

PAYS-BAS - NETHERLANDS

We start from the principle that in ICOMOS circles the connection between monuments and tourism by now has become common property. Not in the sense that a direct connection between these two ideas should exist, but all the same in the sense that a functional connection is growing.

It will be known to you that UNESCO is occupied especially with young or underdeveloped countries, because it is become evident that 60-70 % of tourism has monuments in the broadest sense as its goal.

By way of the World Bank, at this moment negotiations are taking place about many millions which are to be spent on the development of tourist facilities among which the care of monuments, in Peru.

Regions without any cultural attraction will never become such frequented places as those with cultural attractions. Such attractions may appear in the most varied forms, as for instance an interesting geological formation of rocks, a special flora and/or fauna; beautiful scenery determined by old divisions of the country, farmsteads, villages and greens, woods laid out by the hand of man, archaeological sites, historic towns and villages or parts of these, old buildings, architecturally and historically interesting in the widest sense — from stonehenge (gallery grave) to cathedral.

It is not so long ago that in the circles of the Care of Monuments they became aware that a monument cannot be regarded as an isolated creation, but that it is part of a greater entirety. In our Assembly at Venice in 1964 a passus has been put into the concept of the "International Charter on Preservation and Restoration of Monuments", which thereby has become a clear extension and intensifying the Charter of Athens of 1930.

In 1962 in France the "Loi Malraux" was effected, by

which certain areas were declared protected sites (Secteurs sauvegardés), and by which at the same time possibilities were given to obtain state grants for the reanimation of such areas.

In the Netherlands such laws are also known. One year before the "Loi Malraux" was effected the Parliament accepted a new Monuments Act by which the temporary arrangement of 1940 was disposed of. In this Law of 1961 in Chapter IV two articles deal with the preservation of sites in towns and villages.

The laws mentioned will have been effected under the influence of the awareness that important cultural values are threatened by destruction, more than under the awareness of the touristic value of these monuments.

The Netherlands is a country which has the advantage of being small, well-organized, and easily surveyed. The geographical condition and the extensive system of motor-ways, railways and waterways make the country easily accessible to the farthest corners.

Because one has worked since 1920 on the documentation and registration of the Dutch monuments, in our country we have at our disposal a so-called Traveling guide of art (1st ed. 1940-42), a state issue, in which every registered monument has been entered with a short description. More or less comparable is, for instance, the Danish book "Hvem byggede hvad", edited by Harald Langberg (Politikens Forlag, 1952) and "Jeg ser på kalmalerier" edited by Niels M. Saxtorph (Politikens Forlag, 1967) and the English Penguin books "The buildings of England", edited by Nic. Pevsner. The Dutch and Danish, as well as the English books are cheap and small-sized, so that they can be of priceless value to the tourist. The only drawback is that all of them have been written in the vernacular language. A translation into some other West-European language is recommendable to enlighten visitors from abroad as to the rich national possession of monuments.

In the meanwhile 50 preserved sites have been appointed in the Netherlands, and another 50 are under discussion. Altogether, approximately 300 "secteurs sauvegardés" will be appointed. The Government's "Service of the Care of Monuments" will presumably need another two or three years to finish this work.

Since Amsterdam, as a centre of tourism and of culture in general, and of townplanning and architecture in particular, has a world reputation, we will refrain from mentioning special features in this report.

Now that tourism has so strongly increased and is still increasing, it is of great importance that new areas are opened and brought to the attention of the public, partly to relieve the overfilled centres, partly to give these other areas new economic impulses, with the anticipated result of a greater interest and care for the existing cultural heritage.

Besides Amsterdam, the Netherlands has a choice of other towns, smaller towns and villages, which are very attractive for tourism from an architectural point of view or because of their historic town-plan.

A few examples are :

A. SOUTH OF THE RIVER RHINE

The towns of: Maastricht (capital of the province of Limburg) - Roermond - Venlo - Nijmegen - 's Hertogenbosch - Breda - Bergen op Zoom - Middelburg - Dordrecht.

The smaller towns and villages: Thorn - Buren - Heusden (fortifications) - den Briel - St. Anna ter Muiden - Hulst (fortifications) - Heenvleit.

B. IN THE EAST

The towns of: Arnhem - Doetinchem - Zutphen - Deventer - Zwolle - Kampen.

The smaller towns and villages: Bronkhorst - Harderwijk - Elburg.

C. IN THE WEST

The towns of: The Hague - Delft - Leiden - Gouda - Utrecht - Haarlem - Alkmaar.

The smaller towns and villages: Naarden (fortifications) - Broek in Waterland - Zaandijk (Zaanse Schans) - Hoorn - Enkhuizen.

D. IN THE NORTH

The towns of: Groningen - Leeuwarden.

The smaller towns and villages: Bolsward - Sloten - Balk - Orvelte (farms) - Oud Aalden (farms) - Bellingwolde (farms) - Ter Apel (monastery) - Appingedam.

Archaeological sites

Besides the above-mentioned monuments and sites, the immovable archaeological monuments certainly should be mentioned. As scientific, cultural-historical, recreative objects, and as attractive scenery, these archaeological monuments should be preserved and safeguarded, while the country-planner should take in to account their important value.

Of course, it can never be a matter of moving these monuments to a kind of open-air museum, where the public on a fine afternoon has the opportunity to shuffle along gallery-graves, barrows, artificial mounds and terps. The archaeological monuments often determine to a great extent the character of a landscape. As to this, one might particularly think of the terp-country, formed by the two northern provinces of the Netherlands, Groningen and Friesland.

Green Coast road

In this connection it is worth mentioning that since 1960, in cooperation with Denmark and Western Germany, a touristic route was designed, the so-called *Green Coast Road*, which is brought to the attention of tourists both in these countries and abroad by means of colourful folders. All cultural objects and interesting scenery along this route have been specially marked and described.

Touristic routes

Another method to encourage the tourists in this field has been designed by the A.N.W.B. This Union publishes special maps, on which monuments, archaeological sites, museums, restaurants, yachting centres, swimming pools, camping grounds, caravan parks, etc., are marked.

In this way the cultural property in unobtrusively built into the packet of touristic attractions.

Excursions by bicycle, train, coach, boat

Besides, special guided trips are organized, for instance along mediaeval churches, castles, village greens (cores), possibly combined with visits to parks, museums, etc.

Excursions by plane

The latest development in this sphere is the initiative of the A.N.W.B. to fly for one or two hours over a series of ancient castles. A very fortunate initiative that certainly deserves to be extended to old church-villages, fortified towns, etc.

Regional Foundations (to replace an open-air museum)

Another initiative has been taken this year in the Province of Friesland. The idea of taking away old buildings from their original situation to an open-air museum has gradually been abandoned. (In the Netherlands they can be visited in Arnhem and Enkhuizen; in Denmark: Aarhus, Gamleby; in Sweden: Stockholm, Skansen.)

To maintain an old church, a farmstead, the house of an artisan, a mill, on the spot where it has been built, has fulfilled a significant function and adorned the scenery, is infinitely more true, and more pleasant than to put all these elements in a park or alongside a stream with "studied artlessness". By bringing together in a "Foundation for the Preservation

of Rural Values" those interesting objects which are threatened, a completely characteristic touristic route is being designed, regarding the whole province as one recreation area. The objects, brought into the Foundation, remain in their own place, they will be restored and be put to a suitable use. As well as farmsteads and private houses, the Foundation extends its care towards duck decoys, terps (artificial mounds) old dikes, boundary posts, belfries, etc.

The farmers' villages of Orvelte and Oud Aalden (municipality of Zweeloo) in the Province of Drenthe should also be mentioned here.

Not quite in accordance with this scheme is the Foundation "De Zaanse Schans", north of Amsterdam, where the remnants of rural architecture have been saved from demolition in a strongly industrialized region and brought together along the river Zaan where they now form a charming touristic village.

Local initiatives

Locally too, all kinds of initiatives are being developed, where besides the care of monuments the facet of tourism emerges, and the wish to create more livable surroundings for the inhabitants. With the help of but small subventions, and the advice of experts on materials, colours, signboards, pavements, street furniture, park planning, etc., many spoiled villages can be restored to their original condition as livable areas. By these means they will be attractive for the tourists who will reinforce the economic possibilities. Amsterdam started an interesting initiative, by organizing monument-puzzle-trips for school children. Something of the kind has been known in France for years. In the north of our country walking trips are regularly organized in the old centre of the town of Groningen. All kinds of archaeological, architectural and historical particulars are pointed out.

Mass Media

Important means of stimulating the restoration and preservation of monuments are radio, television and press.

In the Netherlands one single appeal by wireless on a Sunday morning to visit a certain castle, a museum, an exhibition or a restored ural site, yields a stream of visitors. Regular telecasting on restoration, where the object is shown before, during and after the restoration, and accompanied by attractive commentaries can foster much goodwill among the general public and the authorities for the care of monuments.

Programme of action

As a further programme of action, one could think of the following issues:

1. To promote integration of the notions "Monument" and "Care of Monuments" into today's pattern of culture, by means of directed information, by way of mass media, schools and museums.
2. To inform authorities, Boards of Works and Public Buildings, town planners, and architects regularly on the importance and the state of affairs of the Care of Monuments.
3. To institute a permanent Service of Information, which can build up a network of relations, compile collections of slides, accumulate the material for exhibitions and bring these into circulation. Folders, brochures, monographs, etc., should be issued, and it will be necessary to publish regularly in all kinds of periodicals.
4. In educational centres, training schools, universities, etc., lectures on monuments and their care should be given.
5. All this could be realized by bringing together the national, regional and local organizations with regard to monuments, and by making them join their efforts with financial aid of the Government.
6. Consultation with the Tourist Information Organizations so as to reach a united and directed action in the field of Touristic Care of Monuments.

6. The institution of a monuments passport, like the museums passport which we know in the Netherlands. In particular attention should be paid to the young people's passports, which have already been introduced into the field of music, theatre, and ballet performances.

7. The issue of a presentable folder or printed guidebook, for every important monument, and for the important groups of monuments and sites.

Recapitulating, we want to summon all of you to a cultural war, by proceeding to act on each of the aforesaid fields with all available means.

The ICOMOS and the national Services of Monuments will have to show the national Governments in round figures the enormous touristic value of our monuments. On this account the pecuniary resources out of the national income, available for the restoration and preservation of monuments should be greatly increased, these monuments being an indispensable treasure for mankind, both in the present and in the future. Taking into account that in 1966 tourists all over the world have spent more than 580 millions of dollars (!), 4 milliards of which in the Netherlands, then it must be clear that we must be able to convince our politicians that the Monuments budget has to be raised substantially.

P. L. de VRIEZE
Architect

PEROU - PERU

Personne ne songerait à discuter, à l'heure actuelle, l'importance que présente le tourisme pour le développement économique et social des nations. Le tourisme est devenu une véritable industrie et l'on y parle d'investissements, de capital et de travail, de production de biens et de services, de consommateurs et de marchés, enfin de tous les éléments d'une industrie. En tant que tel, le tourisme requiert une planification spécifique dans le cadre de la planification nationale et une politique qui coordonne l'action du secteur public et celle du secteur privé.

Mais, à la différence d'autres industries, le tourisme se base sur la libre circulation des personnes plutôt que sur le mouvement des biens de production; le consommateur vient à leur recherche sur les lieux de production et une série d'industries annexes, d'espèces très variées, en bénéficient.

Cela exige que la matière première touristique, constituée par la richesse historique et artistique, la beauté du paysage, la générosité du climat, les éléments récréatifs, le folklore, les costumes, etc, soit traitée, présentée et « vendue » au visiteur sous une forme telle qu'elle produise le meilleur revenu. Le tourisme peut ainsi constituer un facteur de développement d'une très grande valeur, un « propulseur » très dynamique, et si l'on prend en considération les emplois qu'il crée et les rentrées qu'il procure, le tourisme s'avère un stimulant de grande classe pour l'économie d'un pays.

Le tourisme culturel se base sur la satisfaction que le voyageur, venant d'un pays étranger, désire retirer de son séjour, sur son besoin d'élargir ses horizons grâce à de nouvelles impressions que lui donneront des cultures différentes et distinctes de celles de son milieu habituel. Pour que cela soit économiquement significatif, il faut faire aller de pair cet intérêt culturel et cette avidité de nouvelles expériences de l'esprit avec un certain confort.

L'UNESCO a été la première institution, sur le plan international, qui a démontré que l'on pouvait transcender ces faits en associant la conservation des biens culturels au développement du tourisme; elle a considéré que cette action pouvait servir les objectifs de l'UNESCO en contribuant à la paix et à la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité car le tourisme culturel — ainsi qu'elle l'a souligné — favorise quatre des buts fondamentaux de l'Organisation :

1. comme élément de connaissance et de compréhension réciproque entre les peuples, il contribue à renforcer la paix,

2. comme promoteur de l'éducation des adultes, des jeunes et des enfants, il permet l'échange de connaissances et une information *de visu* sur les civilisations présentes et passées et il contribue à la diffusion de la culture et à l'éducation populaire,
3. comme facteur de promotion du développement, il s'inscrit dans l'activité principale du système des Nations Unies durant la décennie pour le développement,
4. comme moyen de financer la restauration et la conservation des monuments et des sites d'intérêt historique et artistique, il permet la défense du patrimoine culturel universel.

Les mêmes remarques avaient été formulées lors du Second Congrès International des Architectes et des Techniciens des Monuments Historiques réuni à Venise en 1964, qui a présenté la motion suivante :

« Considérant avec satisfaction les efforts faits par l'UNESCO pour promouvoir des règles internationales concernant la préservation des biens culturels mis en danger par de grands travaux d'intérêt public ou privé,

» émet le vœu que cette organisation internationale mette tout en œuvre pour hâter l'application de ces règles,

» attire l'attention de la même organisation sur la nécessité d'entreprendre une action internationale en vue du financement des opérations de sauvegarde des monuments d'importance internationale.

» Il est suggéré que, lorsque l'économie nationale d'un pays ne permet pas ce financement, des organismes financiers internationaux, tels que la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement, ou le Fonds Spécial des Nations Unies, ou un programme élargi de l'Assistance Technique des Nations Unies, procurent les moyens financiers nécessaires. » Les conclusions I et X des Actes du Symposium Panaméricain sur la préservation et la restauration des monuments, tenu à San Agustín, Floride, en 1966, vont dans le même sens :

I. Les informations et les faits soumis par les différents participants au symposium permettent d'affirmer qu'une part importante du patrimoine culturel de l'Amérique a été irrémédiablement perdue et que de nombreux autres monuments d'inestimable valeur se trouvent gravement menacés, en tout ou en partie, de destruction ou de ruine. Cet état de chose est dû à trois causes fondamentales : le désintéressement des autorités officielles, l'absence de spécialistes et de techniciens dans les organismes et services responsables de telles tâches et enfin la carence d'une opinion publique capable d'être sensibilisée, au moment opportun, à la défense des intérêts culturels communs à toute la nation.

X. Etant donné l'incontestable importance économique que l'on doit reconnaître aux biens culturels, il est hautement souhaitable que la protection et l'entretien qu'ils méritent soient pris en considération dans l'élaboration des plans nationaux de développement qui sont mis en œuvre dans les républiques de l'Amérique Latine.

La résolution 3.343 de la XIV^e Conférence Générale de l'UNESCO résume, dans ses considérants 1 et 9, les antécédents de l'action de l'UNESCO en matière de « tourisme culturel », dans le cadre des Nations Unies.

Il apparaît à leur lecture que la mission des Nations Unies dans le domaine de la promotion du développement économique et social l'a amenée à encourager un des moyens de ce développement, le tourisme, qui à son tour réclame comme stimulant la préservation et la restauration du patrimoine culturel. La conséquence logique de cela est que la préservation et la restauration sont envisagées comme des opérations économiques rentables, donc qui peuvent être financées par les sources internationales de crédit. La situation pourrait être schématisée ainsi : développement - tourisme - monuments historiques et artistiques - investissement international rentable pour leur mise en valeur.

Le tourisme culturel, facteur du développement économique d'un pays, tombe dans le champ d'action de l'UNESCO qui

comprend la préservation et la restauration des sites archéologiques, artistiques et historiques. L'UNESCO, qui se consacre à cette activité depuis 1950 quand le Gouvernement péruvien fit appel à elle après le tremblement de terre qui dévasta la ville de Cuzco, a obtenu, en ce domaine, son succès le plus spectaculaire lors du sauvetage des monuments de Nubie (Abou-Simbel); elle se préoccupe maintenant de la restauration de Florence et Venise, villes d'art qui ont été atteintes par de récentes catastrophes. L'expérience acquise par l'UNESCO démontre que toute campagne de mise en valeur et de préservation du patrimoine culturel nécessite d'abord un financement rentable — élément essentiel — et ensuite des dons et une assistance technique — élément complémentaire.

Pour les pays en voie de développement, qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour financer des opérations d'une telle envergure et qui ont besoin de promouvoir le progrès technique, il est nécessaire donc d'établir d'abord un plan de tourisme, rentable, qui inclut les aspects culturels, et qui soit capable de retenir l'attention des organismes internationaux de financement, jusqu'ici encore peu intéressés au tourisme. Dans cette idée du tourisme culturel, l'UNESCO réunit deux lignes de force, l'une commune au groupe des organisations des Nations Unies: le développement, l'autre propre à l'UNESCO: la consolidation des valeurs spirituelles de la paix, l'éducation et la culture.

En réalisant cette idée, l'UNESCO se trouve engagée dans une œuvre d'importance mondiale et pour laquelle un bon nombre de ses Etats-Membres ont requis son assistance.

Il en résulte que :

- a) La préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel représentent non seulement une obligation morale et sociale envers ces valeurs qui forment l'essence de la personnalité d'une nation et l'héritage de l'humanité tout entière, mais constituent aussi un investissement. Car ce patrimoine n'est pas un luxe, ni l'aide qu'on lui apporte une aumône, mais un moyen de promotion économique et sociale.
- b) L'UNESCO est l'agence spécialisée des Nations Unies qui a vocation de promouvoir, analyser et conseiller le tourisme culturel entre les nations.
- c) L'UNESCO doit, en ce domaine, accorder une attention préférentielle aux pays en voie de développement.

Il convient de signaler que durant la XIII^e Conférence Générale de l'UNESCO, tenue en novembre 1964, ce fut le Gouvernement du Pérou qui présenta une motion sur ces aspects du tourisme culturel qui fut adoptée (résolution 3.332).

En présentant cette résolution à l'examen de la Conférence Générale de l'UNESCO, le Gouvernement péruvien démontrait qu'il était conscient non seulement de la nécessité, pour chaque nation, de protéger son patrimoine culturel, bien commun de toute l'humanité, mais aussi de l'apport que pouvait représenter la revalorisation de ce patrimoine dans le cadre d'un plan général de développement économique.

Ensuite, à l'occasion de la XIV^e Conférence Générale de l'UNESCO, qui eut lieu à Paris en 1966, a été adoptée la résolution n° 3.343 qui représente pour ainsi dire la « Grande Charte » du tourisme culturel pour l'UNESCO et où trois idées sont mises en relief :

1. Le tourisme est un facteur efficace de développement.
2. Le tourisme a toujours un aspect culturel.
3. Le tourisme doit promouvoir et défendre la culture, ce qui signifie :
 - a) que la présentation et la préservation des biens culturels constituent un investissement pour stimuler le tourisme dans les zones où de telles opérations ont été réalisées,
 - b) que ces zones ne doivent pas perdre de leur intérêt du fait de l'affluence des visiteurs.

Enfin, lors de la 4^e Conférence Régionale des Commissions Nationales de l'UNESCO, qui s'est réunie dans la ville de Mexico en juillet 1967, la Commission péruvienne a proposé le projet de résolution suivant :

« La Commission Nationale Péruvienne par l'UNESCO propose le projet de résolution suivant :

La 4^e Conférence Régionale des Commissions Nationales pour l'UNESCO,

» RAPPELANT la résolution 3.343 de la XIV^e Conférence Générale de l'UNESCO dont elle fait sienne les considérants et les conclusions, pour exprimer ses aspirations en ce qui concerne le tourisme au service de la culture,

» CONVAINCUE de l'importance croissante, dans le monde entier, du tourisme, tant sur le plan économique que sur le plan social et culturel,

» CONSIDERANT que le tourisme, dans les régions qui possèdent un riche patrimoine culturel, est une base pour le financement de la préservation, la restauration et la mise en valeur de leurs monuments archéologiques, historiques et artistiques, qui représentent la substance spirituelle de chaque peuple et sont l'expression de sa personnalité internationale,

» CONSIDERANT que la connaissance mutuelle des biens culturels des nations est un puissant moyen d'éducation, facilite le respect réciproque des pays entre eux et, par ce moyen, permet de consolider la paix et de promouvoir la solidarité de la communauté universelle des plus hautes valeurs de l'esprit, et

» CONSIDERANT que le tourisme dit culturel est un instrument efficace pour l'élévation du niveau de vie et le développement intégral dans des régions et des pays qui manquent de richesses matérielles mais jouissent d'une noble richesse morale par leur passé et par le contenu humain de leurs manifestations sociales;

» SUGGERE aux gouvernements que dans les prochains programmes et budget soit concédée pour l'hémisphère occidental, priorité à l'encouragement au tourisme et sur le développement intégral, et

» FORMULE DES VŒUX pour que les organismes internationaux et nationaux de financement — gouvernementaux et privés — apportent leur efficace collaboration aux Etats membres qui, assistés par l'UNESCO, sollicitent leur appui pour la réalisation de programmes touristiques. »

Victor PIMENTEL GURMENDI
Président du Comité National Péruvien

BIBLIOGRAPHIE

1. Décisions et résolutions du II^e Congrès International des Architectes et techniciens des Monuments Historiques, Venise, 1964.
2. Plan de mise en valeur des monuments et des sites d'intérêt historique en liaison avec le développement du tourisme. UNESCO (Cuzco/Machu-Picchu/Puno.) Rapport de M. Ali Vrioni, Paris, 27 mai 1966.
3. Discours de M. L'Ambassadeur Alberto Wagner de Reyna (Pérou) à la 72^e Session du Conseil Exécutif de l'UNESCO, Budapest, mai 1966, (sur la conservation et la préservation des monuments historiques liées au tourisme culturel).
4. Résolutions du Symposium Panaméricain sur la préservation et la restauration des monuments historiques (San Agustin, Floride, U.S.A., 1966).
5. Développement du Tourisme Culturel dans l'hémisphère occidental. (Document préparé par la Commission Nationale péruvienne pour l'UNESCO), Mexico, juin 1967.

POLOGNE - POLAND

I. Aujourd'hui nous pouvons admettre, ce qui est généralement considéré comme évident, que les questions de la préservation des monuments, des sites et d'autres biens culturels, sont étroitement liées au développement du tourisme.

Des arguments convaincants en ce sens ont été cités dans le document du Conseil Exécutif de l'UNESCO du 14 avril 1966. Pour une adaptation réciproque aux besoins de ces deux domaines plaident des arguments tant économiques que culturels.

Il faut ajouter que la coopération des organismes touristiques avec les responsables de la protection des biens culturels et naturels peut beaucoup influencer sur l'équilibre des facteurs humanistes et techniques dans la vie de l'homme actuel, qui est menacé par la mécanisation, l'automatisation et la « déshumanisation ». Certainement la corrélation du tourisme et des fins culturelles, c'est-à-dire la véritable forme de ce que nous appelons le tourisme culturel, peut aider à la réalisation des idées qui ont été formulées à l'Assemblée Générale de l'UNESCO, dans le cadre de l'étude des relations de « l'homme et son milieu ».

Le mouvement touristique concerne aujourd'hui, chaque année, des centaines de millions de gens, à l'échelle mondiale et nationale, et continue à croître — c'est donc actuellement un phénomène de masse. L'intérêt de ce mouvement touristique se porte avant tout sur les monuments, les sites et les musées, mais aussi sur les paysages, au sens large du terme, avec leur architecture modeste ou grandiose, de valeur historique et artistique marquante ou négligeable. Ce sont non seulement des œuvres d'architecture ancienne, mais aussi souvent moderne : par exemple, la fameuse chapelle de Le Corbusier à Ronchamp attire des touristes du monde entier. Le mouvement touristique atteint une portion du monde de plus en plus large et cherche toujours de nouvelles attractions. Vu le développement des moyens de communication, les distances cessent d'être un obstacle.

Dans l'avenir on peut prévoir une croissance de plus en plus rapide du mouvement touristique, non seulement parce que la population mondiale croît de plus en plus vite, mais aussi parce que le tourisme implique un certain niveau de revenus, des fonds disponibles en plus du minimum nécessaire aux besoins fondamentaux d'existence, dont un nombre plus important de personnes disposera. Aujourd'hui le tourisme international n'a un caractère de mouvement de masse que dans les pays où le niveau de vie est assez élevé et où l'acquisition de devises étrangères ne pose pas de grands problèmes. Par contre la croissance du tourisme national est de plus en plus rapide même dans les pays où les conditions de vie sont moins aisées. On peut affirmer que dans de nombreux pays le tourisme interne est déjà un phénomène de masse, ce qui dans l'avenir concernera le monde entier. On peut s'attendre un jour à ce que le tourisme national et le tourisme international atteignent dans tous les pays un niveau semblable.

Il faut donc étudier l'ensemble du problème à cette échelle, préparer des thèses pour les étapes suivantes du développement du tourisme et en premier lieu pour les questions qui nous sont les plus proches et qui déjà posent de grandes difficultés.

II. L'intérêt du touriste actuellement se porte non seulement sur les monuments isolés, comme c'était le cas jadis, mais aussi et surtout, sur les ensembles au caractère varié : quartiers dans les villes, petites villes de valeur historique, artistique et topographique — que nous appelons « sites », ce qui a été accentué dans le sigle ICOMOS. Des problèmes extrêmement ardues en découlent. Auparavant, déjà, il n'était pas facile d'entretenir les grands ensembles monumentaux isolés ; on peut en donner pour exemple le fait que même la restauration du grand Palais de Versailles fut menée à bien grâce à une aide extérieure. Actuellement le problème se complique ; il est impossible de conserver en tant que musées ou réserves de si nombreuses villes, agglomérations, parcs, « monuments de la nature » et paysages exceptionnels pour pouvoir survivre ils doivent mener leur propre vie, adaptée aux nouveaux besoins actuels. Peu d'entre eux peuvent être entretenus et restaurés pour leur seule valeur historique ou artistique.

En particulier il faut chercher les possibilités de mise en valeur et d'exploitation de monuments et de sites qui ne servent plus aux buts pour lesquels ils furent créés, comme les fortifications, les châteaux et leurs ruines, les palais et manoirs, les anciennes installations industrielles, certains édifices sacrés tels les monastères, les parcs jadis privés, etc., s'ils ne sont pas de nouveau utilisés comme ils l'étaient autrefois.

En ce qui concerne ces monuments il convient d'utiliser une argumentation qui ne soit pas seulement économique. Un monument inutilisé et sauvegardé seulement pour sa valeur artistique, historique ou documentaire acquiert souvent un caractère de « préparation de laboratoire » et est artificiellement séparé de son entourage, sans vie réelle. Aussi, est-il important, dans la mesure du possible, de lui assurer une vie propre, le mieux étant de l'utiliser suivant sa destination première. Un palais que nous voulons conserver actuellement pour ses valeurs diverses est plus proche de ce qu'il était jadis s'il est utilisé dans un but similaire ; il est alors plus authentique que si nous le transformons en un objet de musée sans vie, en quelque sorte « déshumanisé ».

Les méthodes de réanimation des monuments et des ensembles monumentaux peuvent être diverses. Je ne citerai que trois exemples illustrant divers degrés de réanimation, proches ou éloignés de leur destination première :

1. *Le Béguinage de Louvain* ne peut plus servir à sa destination passée car l'assistance aux personnes seules et nécessitant une aide est aujourd'hui résolue de manière différente. La transformation de cet important ensemble monumental, utilisé pendant un certain temps par une population misérable, fort délabré, en une sorte de Cité Universitaire est incontestablement la solution la meilleure. Ce grand ensemble continue à servir d'habitation, mais son organisation n'a pas — comme jadis — un caractère social. Cette nouvelle destination utilitaire a permis d'exécuter une complète restauration de tout l'ensemble, une nouvelle mise en valeur. Cet ensemble deviendra certainement une grande attraction touristique non seulement en tant qu'image parfaite de la vie aux époques révolues, mais aussi parce qu'il est resté un ensemble vivant, où des gens habitent, mènent leur vie quotidienne — parce qu'une réanimation y a eu lieu.

2. *Williamsburg* en Virginie est un exemple méritant une grande attention. Toute une ville du XVII^e siècle a été reconstruite sur la base de ce qui existait, grâce à la documentation réunie et à des recherches scientifiques poussées. Cette ville vit d'une existence double en quelque sorte : l'existence reconstituée du XVIII^e siècle et l'existence moderne des habitants actuels de Williamsburg et des touristes dont le nombre atteint maintenant un million par an. C'est un exemple éloquent de l'importance sociale de ce type de centres.

3. *Nieborow* en Pologne, un palais avec son parc, ses installations de jardin et de ferme datant des XVII^e et XVIII^e siècles fut jusqu'en 1945 propriété des princes Radziwill, puis devint une section du Musée National de Varsovie. Le palais et le parc sont accessibles aux visiteurs, en tant que musée, dont la fréquentation annuelle s'élève à près de 100.000 personnes, bien que Nieborow soit situé à la campagne, loin des grands centres de la vie moderne. Mais on lui a gardé pleinement son caractère sans rien changer à l'ensemble, ni aux installations du palais. On a même conservé auprès de l'ensemble monumental le modeste centre agricole (100 ha) pour sauvegarder l'ancien caractère des constructions utilitaires et d'habitation, les écuries et la remise. Le palais est visité, mais aussi habité, car 20 chambres sont des appartements d'invités où viennent, pour travailler ou se reposer, des savants de marque, des artistes et des « travailleurs culturels ». Ils utilisent tout le palais qui ainsi, pour les visiteurs, n'est pas un monument sans vie mais une habitation humaine vivante.

Mais comme les monuments et les ensembles monumentaux

sont aujourd'hui accessibles non pour quelques dizaines ou centaines de personnes seulement, mais pour des milliers et déjà des millions de visiteurs, comme ils serviront de plus en plus aux touristes et au tourisme, il faut considérer toutes les conséquences qui en découlent. Car on ne peut convenablement protéger les monuments et les ensembles monumentaux en ne recourant qu'aux moyens matériels traditionnels, mais il faut pour ces grandes entreprises trouver de nouveaux moyens, tirés pour une grande part certainement du tourisme lui-même.

Il faut aussi adapter les ensembles qui sont l'objet d'un tourisme de masse à ces nouvelles conditions. Les réglementations administratives traditionnelles sont insuffisantes.

III. Une thèse primordiale qu'il faut énoncer au nom des principes de la protection des biens culturels, est qu'aucune adaptation, aucune mise en valeur pour les besoins du tourisme ne peuvent se faire aux dépens des ensembles monumentaux. Aussi, en tant qu'exemple négatif, il faut mentionner l'expérience réalisée au quartier monumental de la Balance à Avignon où non seulement on a exécuté des transformations malencontreuses des éléments originaux, mais où l'on a aussi élevé un ensemble agressif de constructions modernes à l'intérieur du quartier et le dominant. Au près de ce nouvel ensemble on a encore construit des garages pour faciliter la circulation automobile, qui justement devrait y être réduite au minimum.

Tous les investissements dans le domaine de l'infrastructure doivent être subordonnés aux ensembles monumentaux et rester en harmonie avec eux. Si nous sacrifions trop aux exigences du tourisme de luxe, nous abaissons la valeur de l'ensemble monumental, qui est justement l'objet principal du tourisme. C'est le monument et l'ensemble monumental qui doivent décider et non les soi-disant exigences du touriste et les raisons commerciales. Dans les décisions l'argument décisif doit être l'aspect culturel et non les exigences économiques, le plus souvent de caractère temporaire et hâtif. On ne doit pas porter atteinte aux valeurs stables pour réaliser un bénéfice immédiat. Le tourisme ne doit pas être un facteur destructif mais au contraire actif dans l'œuvre de protection des biens culturels et naturels.

IV. Il faut soigneusement définir quels seraient les facteurs nuisibles lors d'une adaptation indésirable des monuments et des ensembles monumentaux à des buts touristiques et quelles seraient les conditions garantissant que tous les postulats culturels ont été pris en considération. Je citerai certains de ces postulats qui devront être inclus dans une liste complète :

1. Toutes les réalisations et les décisions doivent être précédées par la mise au point d'un programme complet, tenant compte aussi bien de la protection des biens culturels que du tourisme, et ce n'est qu'après leur prise en considération qu'il est possible de passer à l'étape du projet détaillé et de la réalisation.

2. Pour éviter des conséquences malencontreuses dans la prévision et la réalisation, il convient de confier toutes les opérations à des planificateurs et à des exécutants qualifiés connaissant parfaitement les questions de la protection des biens culturels aussi bien que du tourisme. Ces experts spécialement formés, doivent comprendre des planificateurs, urbanistes, architectes, constructeurs, ingénieurs, spécialistes de l'éclairage, de l'installation, des communications, etc. Ils doivent être instruits des questions de conservation, de restauration et de reconstruction des monuments, de leur adaptation à de nouvelles destinations, surtout touristiques, de leur mise en valeur et leur réanimation.

3. En conséquence, la formation des cadres qualifiés en tous ces domaines, aussi bien planificateurs et architectes que réalisateurs, est un problème de première importance. On doit aussi susciter la publication d'une littérature scientifique spécialisée, traitant de tous ces problèmes; il faut donc inciter

à y collaborer les plus éminents savants en tous les domaines dont dépendent les problèmes à résoudre. Une telle littérature est indispensable pour définir complètement ces principes, et aussi pour inculquer et répandre ces idées.

4. Il faut étudier avec une attention particulière tous les dangers découlant du tourisme de masse, comme le piétinement des ruines des châteaux, la détérioration des intérieurs des palais, l'insécurité des collections, des monuments, des parcs, etc.

Il faut aussi envisager des méthodes de prévention, qui pourront être entre autres, la multiplication des points dont la visite est conseillée, la création de nouvelles installations de type muséal dans les grands ensembles, la propagande touristique en faveur des centres moins connus, afin de réduire l'afflux dans les centres connus, etc.

5. Il faut préparer les principes du contrôle des règlements prévenant les abus et les déprédations, empêchant un développement inapproprié de l'infrastructure au voisinage immédiat des monuments et des paysages.

6. Il faut préparer les principes du contrôle du tourisme de masse et individuel, en définissant les dangers qui en découlent.

7. Il faut définir les limites des transformations permises pour rendre plus attractifs des centres touristiques, soit les installations audio-visuelles « Son et Lumière », les informations historiques, les réclames, surtout à l'aide d'affiches dans les monuments et sur les circuits touristiques, il faut définir aussi les conditions de visite sous la direction de guides, etc.

V. Il faut étudier toutes les méthodes et les techniques qui pourraient permettre de prévenir les besoins du tourisme, sans porter atteinte aux valeurs historiques, artistiques et naturelles; on peut citer entre autres :

1. Les déviations routières, évitant les centres monumentaux et les sites naturels, pour la circulation de transit.

2. La question des réserves, parcs, centres sportifs et récréatifs.

3. Le problème des zones d'isolation pour assurer le calme dans les centres monumentaux et les sites naturels, et pour interdire que dans leur entourage apparaissent des constructions nuisibles.

4. Les divers degrés d'utilisation des centres touristiques et des sites naturels, ainsi que les conditions d'introduction de nouveaux équipements complémentaires tels que les salles de spectacle, dancing, courts de tennis, piscines, etc.

VI. Le principe doit être que les thèses générales peuvent être définies, mais que chaque problème doit être résolu en particulier suivant les conditions locales, le caractère du centre culturel, la valeur historique et artistique de l'édifice, les besoins touristiques de cette localité précise, etc.

VII. Pour toutes les questions concernant la protection des biens culturels, de la nature et du paysage, les décisions ne peuvent en aucun cas être prises sans avoir l'accord préliminaire des autorités officielles ou sociales responsables dans le domaine de la protection de la culture et de la nature.

Stanislaw LORENTZ,
Directeur du Musée National
de Varsovie

SUISSE - SWITZERLAND

La Suisse est l'un des plus anciens pays touristiques d'Europe, et le tourisme y joue un rôle économique important. Le nombre d'entrées d'étrangers par an correspond assez exactement à la population du pays : 5.936.834 en 1966, 5.914.198 en 1967 (la population en 1968 s'élevait à 6.071.000 habitants). Il faut y ajouter le tourisme interne, avec plus de trois millions d'unités. Le nombre de nuitées enregistrées en 1967 a atteint 32.148.334. « Le tourisme est, compte tenu des effec-

tifs occupés et du chiffre d'affaires, de loin la branche de service la plus importante; il est de toute façon la seconde activité économique en importance. Au cours des dernières années, le produit net du tourisme étranger est devenu le poste le plus important de la balance des comptes de la Suisse.» (Expo 64, Brochure 24 a/1: Vacances S.E.): solde positif du tourisme: 1.720.000.000 (Stat. Jb 1968, p. 228). Environ un vingtième de la richesse nationale suisse, à peu près 6,5 milliards de Francs, est investi dans l'industrie touristique (Expo 64, 24 a/1), 6 % de la population active y sont employés au cours de la haute saison (ibidem). La publicité pour le tourisme est confiée à la « Centrale Suisse du Tourisme », qui distribue chaque année quelque 535 tonnes de matériel publicitaire à l'étranger. Des 11 millions qui sont mis chaque année à sa disposition (1964), les autorités fédérales en fournissent directement 5,5 millions, les Chemins de fer fédéraux, 1,2 millions, les Postes 700.000 francs et le reste, la Fédération hôtelière suisse et l'administration routière. A ce montant s'ajoute le produit des services propres. Outre les feuillets publicitaires concernant le pays tout entier, d'autres prospectus sont édités par les régions et les communes. Les illustrations y font généralement une large place aux monuments. C'est ainsi que le prospectus de la ville de Schaffhouse, à côté d'une photo de la chute du Rhin et du paysage du fleuve en amont de la ville, comprend trois photos de monuments: le Munot, le Cloître de tous les Saints et l'Eglise de Saint-Jean. Le plan d'orientation annexé met particulièrement en évidence les curiosités historiques. De même, la ville industrielle de Winterthur, plus connue dans le monde pour ses fonderies et ses constructions mécaniques, cherche à attirer la faveur des visiteurs par un prospectus qui comprend 10 illustrations, dont sept de monuments ou d'œuvres d'art, une d'un orchestre de concerts et seulement deux représentant la grosse industrie (construction de moteurs et de locomotives). Dans le texte, l'histoire de la ville et ses témoins de pierre prennent une place importante. Même dans des régions dont le paysage est devenu célèbre, comme dans le cas de la Suisse Centrale avec le Lac des Quatre Cantons, les monuments historiques prennent dans la publicité une place de premier plan. C'est ainsi que le prospectus « Suisse Centrale » édité par la Compagnie de Navigation du Lac des Quatre Cantons et qui comprend 12 illustrations, en consacre quatre à des monuments, deux à des œuvres d'art moderne, quatre à des paysages, le reste représentant des images de folklore et d'ambiance locale. Le petit guide de voyage édité par la même compagnie traite, à côté des beautés de la nature, abondamment des monuments historiques et artistiques, en partie sous un titre particulier; dans les illustrations, ils sont représentés par quatre images sur vingt. La mesure dans laquelle les monuments artistiques sont importants pour le tourisme sera commentée plus loin.

LES MONUMENTS DE LA SUISSE

La Suisse ne possède pas de monuments constituant des points d'attraction pour le gros du tourisme, comme les Châteaux de la Loire, la vieille ville de Venise, les basiliques romaines, l'Acropole d'Athènes ou les Pyramides d'Egypte. Les curiosités conservées sur son territoire sont souvent pour la recherche des pièces uniques; on pense ici à Riva San Vitale, au cloître carolingien de Müstavi, à l'antique continuité que racontent les fouilles entreprises dans le cloître de Saint-Maurice, qui existe toujours, et qui permettent de remonter au III^e siècle, aux ruines de l'époque romaine à Aventicum, Vendonissa ou Augusta Raucica, ou aux églises du haut Moyen Age du lac de Thame. Les dimensions et l'évidence sont cependant en règle générale trop réduites pour impressionner le touriste moyen. Les cathédrales, cloîtres et églises du haut et de la fin du Moyen Age, comme dans le cas de Payerne, Coire, Bâle, Lausanne ou Genève, sont dans ce sens moins difficiles à appréhender, mais il n'y a

guère que l'église de Valeria à Sitten qui voit passer un véritable courant de touristes.

Parmi les monuments profanes du Moyen Age, le château de Chillon, près de Montreux, figure à la première place, tant pour la signification que pour le nombre de visiteurs. En ce qui concerne les temps postérieurs au Moyen Age, il faut surtout citer les constructions sacrées de style baroque des régions catholiques, parmi lesquelles l'église des Jésuites de Lucerne, l'important cloître d'Einsiedeln et la cathédrale de Saint-Gall sont particulièrement représentatifs.

Il ne faut pas s'attendre à trouver dans un pays démocratique des châteaux aussi splendides que ceux que pouvaient se payer les principautés. La Suisse est riche en monuments artistiques — les 100 tomes qui constitueraient la série de l'inventaire « Les monuments artistiques de la Suisse » en sont la preuve — mais ce sont dans la plupart des cas des constructions qui ne possèdent pas la splendeur des grandes résidences ou l'envolée des coupes qui partent à la conquête des cieux. Ils se révèlent plutôt à l'ami des arts qui prend le temps et la peine de les chercher et d'y consacrer du temps. C'est ainsi que dans les vallées du Valais, des Grisons ou du Tessin, le promeneur peut tomber sur mainte beauté ignorée, dont le charme peut être provincial, mais qui souvent surprend par sa qualité. Il suffit de mentionner à ce propos les douzaines d'autels sculptés dans les églises de montagne des Grisons.

Les monuments que l'on néglige le plus sont en fin de compte les ensembles formés par des places ou des agglomérations de caractère urbain ou villageois que l'on peut trouver ici et là à l'état pur.

LA CONSERVATION DES MONUMENTS EN SUISSE

La majeure partie des monuments suisses n'est pas la propriété de l'Etat fédéral ou des cantons, mais bien de particuliers ou de communes, communautés religieuses ou couvents. Les cantons sont souverains et possèdent leurs propres services de conservation des monuments. De son côté, le gouvernement fédéral accorde des subsides à des entreprises, de conservation des monuments à condition que l'administration cantonale du lieu en question participe également aux frais dans une mesure appropriée. L'initiative de la restauration d'un monument est en tout cas laissée à l'initiative du propriétaire. Il est libre de procéder aux travaux sans l'aide de la conservation des monuments, ce qui se produit d'ailleurs fréquemment. Il est aussi possible de demander la collaboration de l'autorité cantonale de conservation des monuments et de n'obtenir une aide financière que du Canton, en ne faisant pas intervenir l'administration fédérale de conservation. Ceci se produit de temps à autre dans des cantons dont les finances sont fortes.

Sur le plan fédéral, une commission non permanente d'experts est chargée de la surveillance des restaurations subventionnées par la Fédération (Commission fédérale pour la conservation des monuments). En 1964, des crédits fédéraux d'un montant de 6 millions de francs ont été réservés à cette fin. Le taux moyen de subvention par la République fédérale s'élève depuis 1966 à 29 % des frais pouvant être subventionnés, c'est-à-dire des frais à engager immédiatement pour la conservation du monument; ceux-ci représentent empiriquement environ deux tiers des frais totaux de restauration, qui comprennent des installations sanitaires. Ainsi, on peut compter qu'en 1969, 30 millions de francs seront affectés à des entreprises de conservation sous la surveillance de la Commission fédérale. En évaluant les travaux de restauration privés, plus ou moins conformes et difficiles à recenser, à quelque 10 millions, on arrive à environ 40 millions de francs, dépensés chaque année par la Suisse pour la conservation des monuments. Il s'agit presque toujours de restauration de constructions isolées, et rarement de groupes de construction et d'ensembles (Wirthenberg, Morcote). Une enquête menée dans 30 lieux touristiques (John Witmer: Villages

de montagnes, lieux de vacances, leur développement, conservation et encadrement dans le paysage (Innsbruck/Zug) a révélé, qu'abstraction faite de deux cas, on considère partout comme importante la conservation du centre original, qui est souvent cité dans la publicité et remarqué par les touristes, mais que les dépenses se maintiennent dans les limites modestes et concernent la restauration de maisons individuelles. Toujours est-il que de nombreuses villes ont commencé des recherches pour la préparation d'une protection efficace du vieux Canton et à Aarau, Zürich, Berne, Rappervisil, Morcote, Zay, Stein-am-Rhein, Werdenberg et Fribourg, des règlements sont déjà en vigueur à cet effet, ou déjà à l'état de projet.

MONUMENTS ET TOURISME

La Suisse possède un monument par excellence, dont les entrées perçues suffisent non seulement à payer l'entretien, mais interviennent en outre dans la restauration d'autres constructions; il s'agit du château de Chillon. Le concours de nombreuses circonstances favorables est à la base de cet excellent résultat.

En tant que monument, Chillon a une grande importance, étant donné qu'il est un des rares travaux de défense intacts du haut Moyen Age. La sonorité de son nom, sa taille et sa masse attirent l'attention des touristes non intéressés a priori. Le cadre grandiose du paysage — le lac de Genève, sur la rive duquel le château se dresse au-dessus de l'eau, avec la vue sur les Hautes Alpes, l'étendue de l'eau et les falaises de la rive suisse — ajoutent à la découverte du monument les beautés de la nature. Le château se trouve à proximité immédiate du centre touristique qu'est Montreux et tout près de la route de Genève et Lausanne vers les passes alpines du Grand-Saint-Bernard (praticable en hiver depuis 1965, tunnel) et du Simplon (ouvert toute l'année) et sur laquelle tout le trafic nord-sud de la Suisse occidentale est concentré. Il possède son propre appontement pour bateaux. La signification artistique et historique, la situation favorable dans le paysage et du point de vue des communications, et la forte impression immédiatement dégagée sont ici réunies dans une grande mesure et se font valoir mutuellement. Le château est visité chaque année par quelque 200.000 visiteurs, dont environ 180.000 doivent acquitter l'entrée de 1,50 francs (0,80 pour les enfants). Les écoles bénéficient de l'accès gratuit. L'Association pour la Restauration du Château de Chillon, dont la cotisation annuelle est de 4 francs apporte des moyens supplémentaires, qui en comparaison avec les droits d'entrée sont cependant modestes. Il est rare que des circonstances favorables se rencontrent avec tant de bonheur. Les 300.000 visiteurs par an dénombrés au château de Laufen, aux chutes du Rhin, concernent non pas le château mais les chutes et ce que constate l'Association du Tourisme de Zürich dans son rapport annuel de 1966 est ici particulièrement valable, à savoir que les attractions culturelles sont souvent des suppléments aux attractions principales, qui n'attirent dans la plupart des cas qu'une couche bien définie et relativement petite de touristes. S'il s'agit d'un monument impressionnant, il peut néanmoins contribuer à amener l'afflux des touristes.

Ceci est démontré par le cas de l'église du couvent de Saint-Gall, qui a été ouverte en novembre 1967 après 7 ans de restauration. L'année suivante, la bibliothèque du couvent a vu le nombre de ses visiteurs passer de 64.000 à 70.000, ce qu'il faut sans aucun doute attribuer à la force d'attraction de l'église nouvellement restaurée située à proximité immédiate. Ces deux monuments artistiques constituent les curiosités les plus marquantes de Saint-Gall; le nombre de visiteurs de la bibliothèque du couvent correspond d'ailleurs à celui des arrivées dans les hôtels de la ville (69.920 en 1967). Un phénomène analogue a pu être constaté à Schaffhouse, où la grande exposition Hans Erni dans le musée de tous les Saints a provoqué un accroissement des nuitées, qui sont habituellement à 75.101 (en 1966).

Saint-Gall et Schaffouse sont toutes deux facilement accessibles par route ou par rail, même si elles ne sont pas raccordées à des voies de transit international comme Chillon. Par contre, l'un des plus splendides couvents de la Suisse, l'ancienne chartreuse d'Ittigen est à l'écart des grandes routes dans la vallée de Thur, près de Frauenfeld. Bien que la décoration rococo de l'église constitue ce que l'on peut trouver de plus beau dans ce domaine de la région du lac de Constance, à peine 2.000 touristes s'y rendent-ils. Le petit nombre de visiteurs peut — outre l'éloignement — être attribué au fait que le couvent est aujourd'hui propriété privée, n'est pas restauré et ne bénéficie d'aucune publicité. Le paysage, bien que charmant, n'a aucun caractère spectaculaire et n'attire pas les touristes.

L'évolution qui se dessine dans le nombre de visites aux plafonds peints de Zillis souligne l'importance de la localisation d'un monument par rapport aux moyens de communication. Depuis l'ouverture du tunnel routier du Saint-Bernard (novembre 1967), le nombre des visiteurs est passé de 10.000 en 1967 à plus de 15.000 en 1968 (pendant la même période, 800.000 voitures ont traversé le tunnel; des statistiques de passage par la route du col avant l'ouverture du tunnel ne sont pas disponibles).

Si un monument doit constituer un centre d'attraction touristique, diverses conditions doivent être remplies:

- valeur propre élevée,
- photogénie (doit dégager une forte impression),
- accessibilité,
- situation touristique favorable,
- autres attractions (paysage, possibilités de divertissements),
- publicité,
- bon état de conservation.

Il ne faut, en outre, pas perdre de vue que la capacité de visite possible d'un monument est plus vite épuisée que celle d'un site naturel; l'afflux de visiteurs peut aussi, si des mesures de précaution convenables ne sont pas prises, causer des dégâts au bâtiment.

CONSERVATION DES MONUMENTS ET TOURISME

La mesure dans laquelle le tourisme peut contribuer à l'entretien ou à la restauration d'un monument est une autre question. Si dans le cas de bâtiments profanes il est possible d'obtenir directement des touristes une aide financière en percevant des droits d'entrée, les monuments religieux sont à ce point de vue dans une situation moins favorable. La perception d'un droit ne peut se faire que lorsque l'église n'est plus utilisée ou l'est à des usages profanes. Dans les cas contraires, la présence d'une caisse au portail est considérée comme choquante. Le tronc « pour la restauration de l'église » ne reçoit que peu de dons et est un moyen peu valable pour la création d'un fonds de rénovation, puisque trop faible. Diverses communautés religieuses suisses ont déjà obtenu des résultats heureux par la vente de guides artistiques. C'est ainsi que dans l'église de Zillis, on en vend par an quelque 10.000 - 15.000; le produit de la vente est affecté à l'entretien de la construction.

Le prix de revient du guide est dans ce cas de 0,40 F, le prix de vente 1 F et laisse à l'église 0,60 F par guide. Le tirage total des numéros parus jusqu'ici des « Guides Artistiques de la Suisse », édités par l'Association Suisse d'Archéologie, a dépassé 500.000 exemplaires. Ces numéros concernent 80 monuments. S'ils peuvent être d'une aide notable dans le cas d'un monument de petite dimension largement visité, dans celui de grandes constructions, les moyens qu'ils procurent sont tout à fait insuffisants. Quand il s'agit d'ensembles, ces possibilités ne peuvent de toute manière être exploitées.

Dans les régions industrielles de la Suisse moyenne, les fonds nécessaires à une restauration peuvent généralement

être réunis sans beaucoup de difficultés. De gros problèmes se posent par contre dans les régions montagneuses, qui non seulement ne disposent guère de moyens financiers, mais sont particulièrement riches en monuments artistiques et culturels. La population, en majorité des paysans montagnards, diminue, pour autant qu'il ne s'agisse pas de stations thermales visitées par les touristes. C'est ainsi que la population de Brison, dans le Valais, où les conditions de vie ne sont en aucune façon satisfaisantes, est passée de 381 habitants en 1920 à 240 en 1960; celle de Santa Dominica, dans la vallée de Calanca est tombée de 41 en 1950 à 29 en 1960. Ces deux douzaines d'habitants possèdent une splendide église paroissiale baroque dont seul l'entretien dépasse déjà leurs moyens. La vallée n'est pas exploitée touristiquement. La restauration de l'église n'a été rendue possible que parce que la Fédération a pris à sa charge 60 % des frais, le solde étant couvert par le Canton et une Fondation mise sur pied à cet effet.

D'autre part, des stations thermales ou des centres touristiques, qui ont des possibilités financières ne possèdent pas de monuments de valeur et leur aspect a tellement changé au cours des cent dernières années qu'il n'y a plus d'ensemble à protéger.

On fait néanmoins beaucoup d'efforts pour remédier à l'exode des populations montagnardes par l'introduction de l'industrie touristique en ce sens que dans les fermes abandonnées on organise des maisons de vacances. Ces mesures, si elles sont couronnées de succès, apportent au village de montagne des fonds supplémentaires, améliorent sa situation financière; ceci peut avoir un effet favorable sur la conservation des bâtiments publics et privés, sur leur restauration appropriée et la reprise de l'animation.

A l'occasion de l'Exposition Nationale de 1964, on a mis sur pied pour le village de Brison (Valais) un plan de réanimation avec pour objet l'établissement d'une industrie touristique, tout en conservant l'aspect original du village. Des greniers à foin, qui donnent au village son aspect caractéristique, devenus superflus en raison du remembrement du sol, ont été munis de fenêtres et transformés en maisons de vacances, tout en conservant au maximum leur aspect extérieur. Même si on peut se féliciter de cette modification de la fonction du point de vue économique et si la conservation de l'image du village est recommandée par le conservateur des monuments, la transformation enlève au grenier, pris individuellement, sa caractéristique principale, c'est-à-dire l'absence de fenêtres. Dans le cas de telles mesures, il faut tolérer certaines pertes de substance justifiées par rapport au résultat positif obtenu. Ici, l'aspect du village est maintenu malgré la transformation des greniers; ceux-ci privés de toute manière de leur fonction originale et promis à la ruine ou à la démolition à défaut d'un nouvel usage, sont au moins conservés en tant que bâtiments.

Le tourisme permet ainsi la conservation d'ensembles, freine l'exode rural et apporte de nouvelles possibilités de profit. Le prix à payer est la modification des fonctions originales des bâtiments qu'ils avaient déjà perdues dans la plupart des cas. Ces transformations ne peuvent pas être subventionnées par des crédits destinés à l'entretien des monuments. Il est pourtant de l'intérêt de la conservation qu'elles soient apportées avec le plus de ménagement possible et de manière appropriée au vieux bâtiment. On peut donc se demander s'il ne faut pas prendre des mesures qui donneraient une voix au chapitre à la Conservation des monuments, que ce soit par la coordination entre les administrations en cause ou par l'attribution de subventions, subordonnée à la conservation maximale de la substance du monument et à l'approbation du projet de transformation par la Conservation. Evidemment, le tourisme contribue également de manière indirecte à la conservation du monument en tant que branche d'industrie importante et source d'impôts; ceux-ci donnent aux cantons la possibilité d'accorder des subventions à des fins culturelles.

L'information du grand public sur la valeur de nos monuments culturels et artistiques et leur signification actuelle et future est plus importante et à terme plus efficace que des mesures d'organisation. Déjà, à l'heure actuelle, on constate une compréhension croissante, mais il reste beaucoup à faire.

Seule la volonté de conservation chez le propriétaire du monument et dans de larges couches de population pour lesquelles le tourisme est devenu normal, garantira leur survie. La presse, la radio et la télévision ont ici un champ d'action vaste, rentable et qui est loin d'être épuisé.

COMITE NATIONAL
SUISSE

SYRIE - SYRIA

La Direction Générale des Antiquités et des Musées poursuit ses importants travaux pour la restauration, la préservation et la mise en valeur des monuments et des sites, de diverses époques historiques. Répandus à travers le pays, ces monuments et ces sites exigent un travail continu de restauration afin de jouer leur rôle dans le cadre du développement du tourisme culturel.

Voici quels sont les principaux travaux :

1. LE THEATRE DE BOSRA

Le Théâtre de Borsa est considéré comme l'un des plus grands, des plus importants et des mieux conservés des théâtres romains. Au Moyen Age et lors des croisades, il a été transformé en citadelle, par les Arabes, entouré de tours et surmonté de constructions défensives, mais aucun de ses éléments originels essentiels n'a été touché. Toutefois, nous avons entrepris différents travaux, tels que la destruction des constructions ultérieures afin de dégager les éléments antiques, et la remise en place des fragments romains, qui gisaient sur le sol. Nous sommes sur le point de terminer et de préparer le théâtre pour des activités artistiques, théâtrales et touristiques, comme cela se pratique pour les plus grands théâtres romains conservés.

2. LA ZONE DES RUINES D'APAMEE

Ces constructions datent des époques hellénistique, romaine et byzantine. Elles ont été détruites par les guerres et les tremblements de terre. Plusieurs fouilles ont été effectuées, sur ces lieux, par des missions archéologiques belges et syriennes. Différents monuments et une grande partie de la « Via recta » de la ville ont été mis au jour. Les matériaux employés (pierre calcaire) ont été retrouvés tels qu'ils étaient après le tremblement de terre.

Etant donné l'importance archéologique et touristique d'Apamée, la Direction Générale a préparé un plan concernant la reconstruction de la Via recta et des constructions détruites. Nous avons commencé à remonter les portiques de la rue principale, la Via recta, dont la longueur atteint 1.800 mètres. Nous disposons de nombreux éléments des portiques, ce qui a facilité nos études et notre travail de restitution. Cent vingt colonnes ont déjà été relevées, avec leur entablement, ainsi que des fragments des murs des portiques. Les merveilleuses mosaïques ont été recouvertes, actuellement, en attendant l'édification d'un musée de site dans l'avenir pour les protéger.

3. LES SOINS APORTEES AUX MOSAIQUES DE CHAHBA

Au sud de Damas, sur la route de Bosra, Chahba conserve encore une ville de l'époque romaine, avec son mur d'enceinte, ses portes, ses rues dallées, un petit théâtre, des thermes, etc. Depuis plusieurs années, des tableaux en mosaïque de grande valeur ont été découverts dans ces ruines. Ils enrichissent maintenant les musées de Damas et de Soueïda. Toutefois, la Direction Générale a décidé de laisser sur place d'autres mosaïques, dans une « Villa » antique. Ce programme comprend

aussi l'édification d'un musée de site, suivant les plans de cette villa antique, sur ses fondations mêmes, afin de conserver ce qui reste de ses murs et de protéger les précieuses mosaïques, en y établissant un musée d'antiquités classiques.

4. PALMYRE

Des fouilles permanentes sont effectuées dans cet important site archéologique. Un côté de la grande Colonnade et du Tétrapyle, qui se dresse en son milieu, a été reconstruit. Seize colonnes de granit et leur entablement composent le Tétrapyle, dont tous les éléments ont été retrouvés sauf ceux des colonnes. On a, donc, été obligé de les couler en béton, en leur donnant l'apparence du granit, selon le modèle de la seule colonne conservée.

D'autre part, nous avons entrepris la restauration par anastylose du Temple de Ba'alshamine, d'importance secondaire.

5. LA CITADELLE DE SAINT SIMEON LE STYLITE

Cet important ensemble archéologique, de l'époque byzantine, a été l'objet d'un plan de mise en valeur culturelle et touristique, depuis une dizaine d'années. Sa cathédrale est considérée, à juste titre, comme l'un des chefs-d'œuvre byzantins. La zone environnante a été dégagée, mettant en évidence les lignes et les contours de l'ensemble et facilitant ainsi la visite de ses monuments historiques.

6. LA VILLE ANCIENNE DE DAMAS

La Direction Générale des Antiquités et des Musées collabore avec la Municipalité de Damas pour la protection des aspects historiques des quartiers anciens de la ville, en exécutant des projets d'assainissement et de mise en valeur des éléments intéressants et de stimulation de l'activité touristique.

Nous effectuons la restauration des murs d'enceinte, des portes de la ville ainsi que des mosquées et des écoles funéraires, avec l'aide du « National Trust ».

D'autre part, nous aidons aussi les propriétaires de maisons damascènes du XVIII^e siècle. Ces derniers se trouvent dans l'impossibilité d'assurer seuls la préservation de leur demeure, étant donné le changement des matériaux, le progrès social et les nouvelles normes de l'habitation moderne.

Nous exproprions aussi certaines maisons bourgeoises et nous les utilisons comme musées ou pour les buts touristiques.

La Direction Générale des Antiquités et des Musées compte réaliser des dizaines de projets qui exigent, en plus du budget normal, un budget exceptionnel et requièrent le concours de nombreux architectes spécialistes et d'archéologues.

En effet, la préservation et l'entretien du patrimoine culturel de la République Arabe Syrienne, qui est si riche et abondant, dépassent les possibilités d'un pays comme la Syrie.

Abdul Hamid DARKAL
Président du Comité National Syrien
Directeur Général des Antiquités
et des Musées

TCHECOSLOVAQUIE - CZECHOSLOVAKIA

Le rapport qui existe entre les monuments historiques et le tourisme n'est pas un phénomène dont on puisse dire qu'il se soit manifesté subitement au cours des dernières décennies. Il remonte à un passé assez reculé. On peut prendre en considération le rapport évident d'une époque donnée à l'époque précédente ainsi que l'appréciation des œuvres du passé qui se manifeste toujours de façon très différente selon les périodes. Par contre, il faut examiner de plus près ceux des phénomènes des temps modernes qui sont l'expression de la recherche intentionnelle des monuments historiques, entreprise en vue de leur connaissance et de leur évaluation.

Un des phénomènes qui sont à l'origine de la vie culturelle contemporaine, sont les voyages entrepris à la recherche de

l'antiquité, qui eurent une grande influence dans l'évolution de l'art européen dès la fin du Moyen Age et qui ont contribué à la création de l'art Renaissance et Baroque. Ces voyages à la recherche des vestiges de l'Antiquité, notamment en Italie, avaient acquis en Europe le caractère d'un exploit évident, notamment dans la première moitié du XIX^e siècle, et on ne saurait les identifier avec le tourisme d'aujourd'hui. En effet, ils ne sont jamais devenus un phénomène collectif, intéressant toute la société, mais ils étaient toujours le privilège de quelques artistes ou savants. D'un autre côté, il faut avouer que cet intérêt manifesté à l'égard des œuvres d'art très anciennes éveillait sans cesse le désir de certains hommes cultivés, d'aller voir en personne ces monuments légués par le passé. Les nombreux récits de voyages et les mémoires de personnalités qui se sont illustrées dans la vie culturelle et politique de ces époques en donnent un témoignage éloquent. Le XIX^e siècle, avec le mouvement romantique, fut le premier à porter un intérêt très étendu aux ruines, aux vestiges du passé et surtout aux phénomènes exclusifs ayant trait à l'histoire, au paysage et à ses particularités, etc. Les monuments médiévaux devinrent l'objet d'une attention accrue. Or, pour admirer l'art du Moyen Age et en particulier l'art gothique, il n'était plus nécessaire de voyager dans des pays étrangers qui se distinguaient par leurs œuvres d'art antique. On commença à s'intéresser à l'art de son pays. En effet, presque chacun des pays européens pouvait se vanter de ses propres œuvres d'art qui le rendaient intéressant aux yeux de ses habitants et des étrangers. Le paysage avec ses aspects caractéristiques et variés devint à son tour l'objet d'un intérêt très intense. Les deux éléments se complétaient l'un l'autre et continuaient à se développer parallèlement. Les pérégrinations à travers le pays, à la recherche des sites naturels et des œuvres d'art perdaient peu à peu leur caractère individuel pour prendre finalement la forme d'un mouvement touristique systématique. A mesure que progressait le perfectionnement des moyens de transport, le tourisme devenait un phénomène de masse, international, et il acquit le caractère d'un facteur culturel et économique primordial. L'importance du tourisme pour l'accroissement du niveau culturel de l'humanité est immense, car il incite l'homme à connaître les beautés de la nature et les œuvres remarquables de l'esprit créateur humain. Etablissant le contact avec les cultures des autres pays, il rend un service inappréciable au rapprochement des peuples. Les critères culturels ne sont pas les seuls qui permettent d'évaluer le rôle et l'importance du tourisme. Le développement du tourisme, notamment lorsqu'il a lieu à l'échelle internationale, est aussi d'une grande portée économique. Les revenus des pays préférés par les touristes atteignent souvent des sommes qui jouent un rôle décisif dans leur économie nationale. Grâce à son caractère international, le tourisme devint une puissance dont on ne saurait sous-estimer l'importance.

D'autre part, étant donné que les monuments historiques constituent le contenu et l'objectif essentiel du tourisme, ce dernier représente désormais un facteur inséparable et souvent décisif de la protection des monuments. La liaison entre ces deux domaines est si intime qu'elle devrait se répercuter dans la pratique. On ne saurait imaginer le tourisme sans les monuments sur l'existence desquels il est fondé. Il est dans l'intérêt même du tourisme de sauvegarder les monuments historiques. Dans ces conditions seulement, le tourisme peut se développer et être utile à l'économie. Donc, le tourisme ne peut plus simplement exploiter les monuments sans apporter une part de ses bénéfices à leur protection et à leur mise en valeur. La meilleure solution consisterait en une convention internationale à laquelle adhèreraient les pays intéressés, fixant le montant de la part de leurs revenus dus au tourisme que chacun verserait au profit des monuments. Un tel accord serait équitable et répondrait tant au caractère international du tourisme qu'à l'importance internationale des monuments historiques.

Cependant, le tourisme offre encore d'autres possibilités pour

la protection des monuments. Répandant la connaissance des monuments historiques dans les couches les plus larges de la population, il pousse la société à s'intéresser à leur sauvegarde et contribue indirectement à leur entretien. Œuvres remarquables de l'esprit créateur humain, les monuments historiques agissent sur la formation du goût esthétique, initient l'homme à l'ordre d'une composition systématique, évoquent en lui les sentiments d'harmonie et de tension. Par tout leur organisme intérieur ils nous donnent l'impression d'être aussi le point de départ de notre propre évolution culturelle future. Le tourisme enfin, sous la forme qu'il revêt aujourd'hui, attire les monuments historiques vers le centre même de notre vie quotidienne, les anime et leur attribue une mission nouvelle. Après avoir énumérés les aspects positifs des rapports entre le tourisme et les monuments historiques, voyons maintenant si les conséquences que nos déductions de cette symbiose ont été vraiment réalisées. Considérons tout d'abord le tourisme proprement dit et son organisation. En ce domaine, le rôle principal revient aux agences de voyages qui organisent des excursions collectives et des voyages individuels à l'intérieur du pays et à l'étranger. Elles poursuivent une double fin : satisfaire la clientèle et réaliser des bénéfices; inutile de rappeler que c'est ce dernier but qui prédomine. Les formes du tourisme sont variées mais, en principe, le tourisme repose dans tous les pays sur une base commerciale, conception qu'il est difficile de refuser a priori. Cependant, voir dans le bénéfice l'objectif principal, c'est reléguer à l'arrière-plan l'homme — le touriste — ainsi que les monuments historiques et le paysage qui constituent pourtant les objets principaux du tourisme. Que l'on songe à ces programmes surchargés d'excursions collectives pendant lesquelles le touriste dispose à peine du temps de regarder, d'assimiler les beautés du paysage et des monuments qui l'intéressent. L'intérêt du touriste ne vient qu'en second lieu, l'essentiel est d'établir un programme bien chargé de monuments et de localités, susceptibles d'attirer un maximum d'intéressés. Evidemment, l'organisateur y gagne, mais le client se sent nécessairement frustré car tout ce qu'on lui offre pour son argent, c'est la vision chaotique et fugitive d'une quantité d'œuvres d'art et de sites. Il y a là un désaccord entre l'organisation purement commerciale du tourisme et la mission culturelle réelle de ce dernier. Le tourisme, tel que nous le connaissons parfois de nos jours, est absolument insensible tant à l'égard de l'homme qui en est le facteur essentiel, qu'à l'égard de l'objet qui en est le contenu. On a parfois l'impression qu'il y a, en premier lieu, le tourisme, tandis que l'homme, le paysage et les monuments ne viennent qu'en second lieu, et seulement comme « matière » appelée à être organisée.

Pour que le tourisme puisse apporter tout ce que nous attendons de lui — connaissance de valeurs culturelles nouvelles, rapprochement des peuples, riches impressions vécues pour tous les intéressés — nous devons nous efforcer de coordonner harmonieusement ses éléments fondamentaux : l'organisation, l'intérêt du touriste et l'objet du tourisme. Les organisateurs devront considérer le tourisme comme une affaire culturelle qui ne doit jamais céder aux intérêts commerciaux; ce fait doit se répercuter dans leurs rapports avec ceux qui participent au tourisme. Il faut enfin se rendre compte que le tourisme doit s'intéresser activement aux destinées et à l'entretien des monuments historiques.

Par contre, les responsables de la protection des monuments doivent s'intéresser, dans une mesure accrue, aux questions touristiques. Etant donné que le tourisme peut jouer un rôle très important dans le domaine de la sauvegarde des monuments historiques, il faut qu'il bénéficie à cet égard d'un soutien aussi étendu que possible. Il ne s'agit pas seulement de publications et de publicité en général, il faut savoir tirer parti des œuvres historiques dans l'intérêt du tourisme. Il faut installer des expositions dans les édifices historiques et veiller à l'aménagement intérieur de ces derniers. Une question importante est celle de la propagande relative aux villes historiques qui se sont conservées intactes. Une exposition instructive, une publi-

cation intéressante informeront le touriste sur l'histoire, la vie et l'importance de la ville. Le problème le plus important est toutefois celui de l'exploitation directe des édifices historiques à des fins touristiques, cette exploitation pouvant être complète ou partielle. Certes, on peut objecter qu'une telle exploitation de l'édifice à des fins de logement, de loisir ou de restauration est en contradiction avec la mission originale du monument historique. Or nous savons que la première affectation d'une construction constitue un élément de très courte durée, déperissant vite ou subissant des changements qualitatifs. C'est pourquoi cette affectation doit être remplacée par une autre, l'édifice doit être réanimé afin de pouvoir survivre. Il n'est guère facile de choisir cette mission nouvelle car elle doit correspondre au caractère de l'édifice. Nous devons par conséquent être reconnaissants au tourisme de nous offrir certaines possibilités et nous devons chercher à en tirer profit. Mais ce qui importe surtout, c'est le lieu et la forme du bâtiment. Il faudrait ériger en principe que le monument historique, en lui-même, est une valeur à laquelle il faut se subordonner. Il est inutile de toute façon de s'astreindre aux exigences du tourisme en imaginant des décorations attrayantes et nouvelles (les organisateurs du tourisme formulent souvent des desiderata de ce genre) qui masquent le caractère original des édifices et en compromettent la valeur. Il faut beaucoup réfléchir et bien peser le pour et le contre car il s'agit de réunir les valeurs d'une culture ancienne et les valeurs nouvelles, d'animer une structure historique d'une vie nouvelle.

Bien que le tourisme bénéficie d'une très longue tradition, il n'en est qu'aux débuts de son évolution — du moins sous sa forme actuelle. Il n'a pu se développer pleinement qu'à l'époque des moyens de transport modernes, surtout grâce aux automobiles et aux avions. Il en est de même en ce qui concerne ses rapports avec les monuments historiques, la sauvegarde du paysage et la coopération internationale. Il nous revient de lui assurer un développement dont puissent profiter le tourisme, les monuments historiques et la société entière.

Vladimir NOVOTNY
Président du Comité national
tchécoslovaque

TURQUIE - TURKEY

A REINTERPRETATION

Any activity connected with culture or having a cultural aim should begin with the following observation: the realm of technology is not the only dimension with which humanity can identify itself. But, unfortunately, we are in a stage of history in which technological development is so frenzied that even if we could be sure of its possible dangers, for example the dehumanization of our society, we could not possibly stop it for a long while. Therefore any cultural activity should attempt to open vistas into other dimensions of human life. This can be done by expanding other fields of human activities, by giving priorities to biology, to social sciences, to psychology; this can also be done by a new interpretation of our life, past and present. It is in consideration of the need for such a reinterpretation that the following argument is introduced and discussed.

If the actual signs are of relevance the coming age in world history will be more homogenized, mechanical and omnipotent vis-à-vis individuals, groups of men, and even entire nations. Unmistakably, the way for developing nations — in the sense of economic growth — is the predetermined one of self-effacement where their cultural identity is in danger of suffocating under the pressure of the powerful impact of the technological culture of more developed countries. They will be overwhelmed with new sets of values, foreign to their cultural heritage, and by sheer necessity of their economic dependency their cultural identity may collapse. The new cultural standards set by the technologically superior societies

may put aside all extra human values represented by other civilizations. This may pathologically restrain the possibilities of eventual change for better futures both for the developing and the developed.

In considering tourism as a cultural activity, we must see whether our premises are in accordance with the abovementioned "prise de position" or whether it is just another facet of technological culture. The essential therefore is to formulate a situation in which an economic and pragmatic activity (tourism) will be transformed into a pseudo-cultural or pure cultural activity.

All this is based on the assumption that the past has a value. When we preserve a monument or an archaeological site, in what sense does this act contribute to the evaluation of the past? Is the motivation for preservation of the relics of the past sentimental, pragmatic or cultural? Are they essential and for what reason? I believe it is of prime importance to clarify this point. All we have as man-made physical environment, whether from today or from the Neolithic Age, is the outcome of historical (which is a fraction of cosmic) probabilities which cannot be repeated. Man's life enriches itself by the association of memories. The life of humanity and of every human being would be richer if the tangible facts of human history could be accumulated. That this accumulation is, in actual circumstances, practically impossible to preserve does not mean that it will be so in the future, if due regard will be given to it. If we present historical heritage, not in its actual sense which does not interest the crowd, but in another context, as a novelty for those who are not aware of its existence, some radical change of attitude may be expected. Indeed, in a time dimension which transcends historical time, every unknown object or idea, whether old or new, has the quality of a new creation. Certainly this evaluation would only be possible if man would have better qualifications for his life than has hitherto been thought, especially in the recent history of the economic or political animal.

Thus in a world where the dialectic of the feedback system thrives, sets of values conferred on the cultural heritage may have reciprocally influenced the dangerously mechanical basis of modern life. In my opinion the value of our so-called cultural heritage is in this definition: in a cosmic time dimension all historical times are contemporary. In the space age we have arrived at a better understanding of the cosmic dimensions. Consequently, the interpretation of history does not correspond, in the traditional sense, only to one's birth and youth; instead all human values, past and present, are contemporary for those who come in touch with them for the first time. Historical monuments, physical environment created in different settings, are experiences in the human situation, i.e., situation in the cosmos. The consciousness of these new physical realities may bring a consciousness of a different aspect of creative activity, done by other human beings, in different circumstances, thus enriching knowledge of ourselves. This ought to be the real goal of any cultural activity.

Starting from this premise, the cultural value of a monument of any style or an original site is related to its uniqueness as an expression of human life, and not merely as an expression of a now extinct culture. Conferring upon it this new, timeless human value in place of compartmentalized, sectarian cultural values would help to create a new culture, not just to convey an idea about a bygone age. The cultural value of monuments, therefore, must be defined in the context of a coming cultural era in which history will be the actual moment of all mankind, any time, anywhere, in any cultural setting, and not only as a curiosity, an opportunity for relaxation, or for leisurely culturehunting; it must be a genuine experience to become more human.

This rather romantic approach may open a new phase in the preservation of historical monuments and other physical entities connected with earlier time periods. We will cherish the past, the present and the future together. In our present technological atmosphere this attitude seems paradoxical; to destroy

the past environment and renew everything is much easier and economical. Already in some countries, fifty years is all modern man can tolerate from its recent past. But as the speed of our learning is being accelerated there is the danger that the visions of other possibilities of human development which were brought to the surface of our globe in an embryonic stage by earlier cultures will be banished from our memory under the pressure of new discoveries. It might be an opportunity to use the existing interest in the human past, even in the form of cultural tourism, to provoke a new trend of thought through which history will be presented not as dead matter but as a treasure house for embryonic thought processes which were created once in different conditions but can be revived and developed under new ones. Without a connection with the past taken as a still living and creative entity, the fashion for historical tourism may easily disappear. We should probably not assume that modern man's search for diversion is enough to ensure the safeguarding of the historical environment or monuments. Even if this brings a certain economic relief to historical areas, it will not suffice to save much, especially in poor countries. For a short period of time, perhaps a decade, we will certainly see an increase in the tourist economy connected with historical sites, involving hazards for those sites or monuments. But technological culture will provide more interesting novelties to seel for the diversion-seeking crowd. The survival of cultural tourism will depend, finally, on a new interpretation of history and not on economic incentives.

So, perhaps by trying to enlarge our scope and define cultural tourism, not as tourism towards cultural values, but as a search by wandering people for a larger identity with human things or for an identification with the world, past and present, the remains of the past will be sincerely respected and will be saved as far as possible. It is certain that this change of attitude cannot be obtained in a short time. But, in the meantime, tourism towards cultural values can proceed and can be better organized and encouraged; the historical environment can be used as an introduction to older civilizations and their philosophy of life, their sensibility to environment, something which modern civilization has replaced by its own, showing the cruel evidence of history as a destructive process. Why, in this stage of our history, can an accumulation of things past not be envisioned in some way rather than the destruction of former levels? To see industrialization and technological development as the major dimension of our life is realistic in actual circumstances, but unreasonable in the long run. All human utterances about man himself should be strictly respected, preserved in the hope that in the future they may reveal something important for the knowledge of human beings, and perhaps provide a chance for the survival of the human species. Historical setting, in this context, will be an invaluable asset. It will give us useful hints for reconstructing old scenes in which something still relevant to our life on the planet has taken place.

The insertion of this mood of thinking and seeing past things in the economic and social chaos of today is outside the potential of national governments. Economically and culturally no institution is apt to act according to such a general view of history: this is practically impossible in the so-called underdeveloped countries; it is also impossible, on the other hand, in the technologically superior countries where competition in technology is too often seen as the sole chance for survival. The only solution seems to be a supranational organization, such as UNESCO, which would promote the new ideas in every corner of the world. Even this might be impossible in our super-heated atmosphere of international politics based on ideological differences. Perhaps a body of private, independent individuals from all over the world, with the consent and help of international organizations and national governments and without the risk of being labelled by an ideological denomination, might endeavour to initiate such a movement. Afterwards, the starting point might be the use

of historical environments, monuments or sites as centres for a new human culture, supra-national and universal, under the aegis of all existing and pre-existing cultural components.

All these speculations are based on the assumption that the time dimension of human history is too short, and that the oldest and newest happenings can be associated and intermingled, with the possibility of creating new vistas for the human mind. A new definition is necessary. Here this definition is not offered as a means for saving monuments, but as the conferring upon them of a new role: that of a catalyst between historical periods. In this role we may use them as another means for re-establishing the now perished unity of primitive mankind.

Surely nobody is so naive as to dream that tourism, or historical monuments, or both, even pure cultural values in any form, would transform the world. However, the above-mentioned principles and activities can be a part of a larger process of humanizing the reasoning animal.

All other aspects, economical, technical, etc., already made known by UNESCO, ICOM, ICOMOS and by individuals, are certainly of great relevance today. But they must be superseded by a new outlook, in due time, as I have tried to clarify in this report.

Dogan KUBAN
Professor of the Istanbul
Technical University

U.R.S.S. - U.S.S.R.

Ces derniers temps voient le tourisme gagner les couches les plus larges de la population et devenir, à juste titre, un facteur toujours plus important du développement culturel. Mouvement de masse et accessible à tous, le tourisme a toutes les raisons d'être considéré comme une forme de l'aspiration humaine à connaître le monde, tendance qui, de par sa nature, ne saurait constituer le privilège d'une couche restreinte de la population.

L'éventail des intérêts stimulant la naissance et les progrès du tourisme est suffisamment large. Il embrasse le désir de connaître la nature et ses particularités, le mode de vie d'un pays, la culture moderne, ses traditions, l'histoire, les monuments, etc.

Le développement du tourisme, dont l'accessibilité et la portée ne cessent de progresser, favorise, à un certain degré, la précision de ses objectifs, amène une « spécialisation » des touristes en rendant toujours plus approfondis leurs intérêts et leurs demandes. Ce phénomène, à son tour, modifie sans nul doute la qualité du tourisme lui-même; ces modifications qualitatives déterminent largement les voies à emprunter pour développer le tourisme dans l'avenir.

Compte tenu de ces particularités du tourisme de nos jours, un rôle important revient aux monuments culturels en tant qu'objets à connaître et à étudier.

La documentation de l'UNESCO — l'étude sur la conservation des monuments et d'autres valeurs culturelles en rapport avec le développement du tourisme (72 EX, Paris, 14 avril 1966) — présente un témoignage convaincant du fait que les monuments culturels offrent le « stimulus » le plus puissant pour le progrès du tourisme, aussi bien à l'échelle d'un pays que sur le plan international. Cela porte à conclure que le niveau actuel du développement du tourisme et ses perspectives déterminent, de façon nouvelle, les problèmes de la conservation et de la restauration des monuments ainsi que de leur utilisation visant à organiser le tourisme. Usant d'une certaine analogie avec l'expérience acquise pour les musées, on peut dire qu'il est indispensable actuellement de faire passer les monuments culturels du stade des « fonds de musée » — stade essentiellement de conservation — au stade de « l'exposition », donc au stade de la présentation maximale et efficace. L'objectif prévu y est de pouvoir

donner la vision la plus complète du patrimoine culturel, à l'échelle nationale ou régionale.

La solution de ce problème, s'il s'agit de préparer la visite par les touristes, non pas d'un monument isolé ou d'un groupe de bâtiments, mais des monuments historiques de l'ensemble du pays ou d'une région importante, présente de sérieuses difficultés et comporte plusieurs aspects.

I. Choix et préparation des itinéraires touristiques les plus efficaces et les plus rentables dans les régions riches en monuments historiques

Plus un pays est vaste, plus ses monuments sont nombreux et intéressants, et plus large est l'éventail des itinéraires touristiques. L'utilisation des monuments historiques pour le tourisme amène, naturellement, certaines modifications qualitatives dans l'organisation de leur protection. Ce problème semble pouvoir s'imposer à l'attention des organismes compétents de nombreux pays.

On sait que l'époque n'est pas lointaine, où la majorité des monuments n'étaient que des « objets d'exposition » isolés et choisis parfois fortuitement. Certes, une telle conception de la visite de monuments ou d'autres curiosités est encore possible actuellement. Mais, comme nous l'avons dit, une certaine « spécialisation » des touristes et leurs demandes approfondies rendent fort souhaitables des itinéraires spécialisés axés sur des groupes bien déterminés de monuments. Les itinéraires en question peuvent comprendre des groupes de monuments présentant des caractères communs: cadre chronologique, traits architecturaux et artistiques, tendances sociales qui ont donné naissance à certains types de monuments, etc. Ces itinéraires peuvent prévoir un voyage de plusieurs jours — tel le circuit de la « Ceinture dorée » englobant les monuments des vieilles villes russes (Vladimir, Souzdal, Iaroslavl, Rostov-Iaroslavl) ou bien les monuments de Tachkent, Samarkand, Boukhara et de Khiva —; mais il peut s'agir aussi d'une excursion d'un seul jour, comme la « Banlieue de Léningrad », le « Vieux Tallinn », etc.

L'élaboration d'un itinéraire, surtout pour un voyage de plusieurs jours et englobant plusieurs localités, comporte certains facteurs, à savoir:

- Détermination du nombre de monuments historiques qui seront visités pour l'ensemble de l'itinéraire et pour chacune des localités, compte tenu des possibilités de la perception émotionnelle. Il faut distinguer les monuments dont la visite est primordiale et les monuments servant de fond général et de réserve, que l'on visitera ou non selon les possibilités. Il est préférable en outre d'effectuer cette sélection en cherchant à présenter des monuments ayant certaines affinités, afin de permettre au touriste de tirer de cette visite, accompagnée d'informations complémentaires (récit du guide, brochures et imprimés, etc.) un ensemble bien défini de connaissances historiques et artistiques.
- Détermination des facteurs économiques dans la préparation des monuments historiques choisis pour un itinéraire touristique. Il s'agit des questions de transport, de gîte, et éventuellement, de la construction de routes, d'hôtels, etc. Dans notre pays, surtout pour certaines régions (le Nord, la Sibérie, et en partie l'Asie Centrale) c'est là un problème essentiel, les dépenses matérielles concernant certains itinéraires pouvant y être considérables. Dans quelques cas, cela ralentit le développement du tourisme culturel.
- Détermination du nombre optimum de visiteurs pour l'ensemble de l'itinéraire, comme pour tel ou tel monument, afin de garantir à chaque monument un régime normal et une bonne conservation (compte tenu du nombre moyen de visiteurs par an et par saison ainsi que lors de certaines « pointes »).

Ce problème est un des plus importants, au point de vue de la conservation des monuments comme à celui des conditions propices à leur visite.

Un nombre de visiteurs doit être fixé non seulement pour les monuments proprement dits, mais encore pour le site où

ils se trouvent, et tout particulièrement si ce dernier comprend des forêts, des bois, des parcs ou des prairies. Il est reconnu que les secteurs naturellement boisés ou herbeux ne gardent leurs qualités que s'ils s'exposent à une fréquentation relativement restreinte. C'est ainsi que dans la zone centrale de la Fédération Russe on ne saurait admettre, en même temps, par hectare, plus de 10 à 20 personnes pour les forêts, les bois et les parcs, et 150 personnes pour les prairies. Donc, ce facteur doit particulièrement retenir l'attention, surtout dans le Centre et le Nord de la Russie, où le paysage naturel est absolument inséparable des monuments historiques dont il constitue un élément essentiel d'expression artistique. Des techniciens soviétiques terminent actuellement l'étude du nombre limite de visiteurs que l'on peut admettre aux expositions des musées installés dans des édifices historiques (l'Ermitage à Léninegrad).

La nécessité de ces études scientifiques devient évidente quand on sait que, cette dernière décennie, la fréquentation des musées d'art en Union Soviétique a doublé; elle se chiffre, par an, à plus de trois millions de visiteurs pour l'Ermitage, à quelque deux millions et demi pour les musées du Kremlin de Moscou, à près de deux cent mille pour le musée-parc national de l'architecture de bois de l'ancienne Russie (à Kiji), etc.

d) Pour terminer, un facteur qu'on ne saurait négliger en établissant un itinéraire touristique: l'ampleur, les techniques employées et le coût des travaux de restauration des monuments et de leur préparation pour les visites.

C'est là, évidemment, en établissant les techniques de restauration d'un monument choisi pour figurer dans un circuit touristique, que le rapport le plus étroit est susceptible d'être établi entre les problèmes de sa conservation durable et ceux de son utilisation efficace.

On peut dire que, à cette occasion, se manifestent le plus clairement certains nouveaux principes de conservation et de restauration des monuments conformément à leur utilisation pour le tourisme.

Ainsi, le choix d'un itinéraire touristique parcourant des régions riches en monuments historiques ou, tout simplement, la mise en valeur de quelques édifices anciens pour les utiliser au profit du tourisme culturel, résulte d'une bonne corrélation entre les facteurs énumérés plus haut, considérés aussi en fonction du contexte local.

II. Restauration et adaptation des monuments historiques compte tenu de leur utilisation touristique

La restauration des monuments historiques choisis pour être visités par les touristes est, incontestablement, beaucoup plus délicate que celle qui ne cherche qu'à assurer leur conservation.

Dans le premier cas, les travaux à effectuer ont pour tâche de trouver la solution la plus complète possible, d'un double problème: conserver et présenter un monument; ce problème présente donc des aspects contradictoires, ce qui est bien connu des techniciens de la conservation des monuments et des conservateurs de musées.

La mise en valeur des monuments historiques en rapport avec le développement du tourisme comporte — selon l'expérience des organismes de conservation des monuments de notre pays — les éléments suivants:

a) Coordination entre le plan des travaux de restauration et de présentation des monuments historiques et l'étude des itinéraires touristiques.

En Union Soviétique, une proportion importante des subventions d'Etat pour la conservation des monuments est affectée au budget des organisations qui utilisent ces bâtiments à leurs propres fins (culturelles et éducatives, économiques, etc.). Les travaux de restauration payés par les organisations font état, à un certain degré, de cet intérêt pratique. Donc, en ce qui concerne les monuments historiques inclus dans les itinéraires touristiques, les travaux de resta-

ration et de mise en valeur financés par les administrations publiques (organismes de conservation) sous forme de subventions directes prises sur le budget d'Etat et affectées spécialement à tel monument, sont les plus efficaces. C'est ainsi que fut réalisée la restauration et la mise en valeur:

- d'un ensemble de monuments d'Asie Centrale: Samarkand, Khiva, Boukhara;
- des monuments de l'ensemble de Vladimir-Souzdal, Novgorod, Pskov;
- des monuments de bois dans l'île de Kiji (lac Onéga);
- des bâtiments et des fortifications du château de Trakaj (Lithuanie);
- des Vieilles Villes de Riga, de Vilnius, de Tallinn;
- de la banlieue de Léninegrad, et de nombreux autres monuments historiques.

Restauration effectuée sous forme d'un ensemble d'opérations — technique parfaitement logique lorsqu'il s'agit de travaux portant sur un groupe de monuments — attribution d'importants crédits et, partant, concentration des moyens nécessaires: autant d'avantages à la portée des organismes de conservation des monuments quand ils fonctionnent à l'échelle nationale. Il est clair que cette échelle, précisément, favorise une coordination des plans de restauration des monuments avec les tâches qui leur sont assignées pour le tourisme.

b) Techniques de restauration des monuments dont l'affectation contribuera à développer le tourisme.

L'expérience acquise par les organismes de conservation des monuments dans les Républiques soviétiques, montre que de telles restaurations ont pour tâche de rendre le monument restauré convaincant au possible et authentique sur le plan historique. La restauration terminée, ces monuments anciens, leur aspect spectaculaire, sont appelés à convaincre le visiteur, à l'assurer que « tout a été comme ça ».

Or, pour y aboutir, la restauration du monument lui-même ne suffit pas. Dans la perception du monument, un rôle des plus importants revient au caractère de son entourage: architecture ou site. Cela se fait sentir surtout dans les visites d'ensembles architecturaux; l'impression générale de l'ensemble crée pour chacun des monuments un milieu favorable qui communique l'esprit de l'époque, l'arôme de l'histoire.

C'est pourquoi les restaurations réalisées simultanément dans un ensemble de monuments apportent plusieurs avantages quant à la justesse de l'approche méthodique, car les qualités objectives générales de l'ensemble donné permettent de corriger l'orientation des travaux touchant tel ou tel des monuments qui le composent.

Donc, parmi les tâches de la restauration d'un ensemble architectural, ce sont la restitution de son aspect général le plus authentique et la reconstitution de la totalité de son image artistique primordiale, qui doivent jouir de la priorité.

Les monuments vivent au cours des âges et traversent diverses époques qui leur imposent maintes modifications et additions dont bon nombre, en harmonie avec la structure générale du monument, y entrent pour enrichir heureusement son image. D'autres, fortuites, y restent hétérogènes, violent l'intégrité de cette image, jurent avec l'impression générale produite par le monument.

L'expérience acquise par les spécialistes de notre pays, lors de la restauration des ensembles architecturaux, tels le Quartier Marchand de Novgorod, le Kremlin de Rostov-Iaroslavski, la Vieille Ville de Vilnius, la ville de Souzdal, etc., confirme qu'il est indispensable d'établir tout d'abord un plan « thématique » général de l'ensemble dans sa totalité. Basé sur des données objectives fournies par les recherches, ce plan définit les caractéristiques historiques et artistiques générales de l'ensemble. Les études suivantes établissent en détail les techniques de restauration de chacun des monuments en coordination avec ce plan méthodique général.

Ces principes de restauration permettent de mettre en évidence, le mieux possible, les aspects les plus marquants du monument

et d'accuser ses particularités qui intéressent le visiteur et rendent l'édifice spectaculaire.

c) Présentation et mise en valeur du monument.

A notre avis, cette tâche s'effectue sur un double plan :

1. Nécessité ou opportunité de créer autour du monument un milieu valable qui aiderait à éprouver la sensation d'authenticité historique, et offrirait les conditions avantageuses de visite que nous avons déjà indiquées.

2. Possibilités d'une connaissance plus détaillée du monument, de son intérieur, des éléments de son décor, présentation de la documentation sur l'origine du monument, des expositions historiques, commémoratives ou ethnographiques qu'il abrite. Il convient de noter que c'est précisément sous l'angle du développement du tourisme « culturel », caractérisé par un niveau élevé du besoin d'informations, que l'attention accordée à cet aspect de la présentation des monuments historiques nous semble être parfaitement justifiée. Un exemple des travaux de restauration et de présentation, réalisant heureusement les deux tâches, pourrait être donné par la restauration et l'urbanisation de la Vieille Ville à Vilnius et la reconstruction de la zone commémorative du bourg sibérien de Chouchenskoïé, lieu de déportation de V.I. Lénine.

A Vilnius, la Vieille ville a gardé nombre de monuments témoins de l'architecture civile et religieuse, du XVI^e au XIX^e siècle.

Son territoire, ne dépassant pas un kilomètre carré, occupé par des constructions serrées et par un grand nombre d'édifices isolés d'époques postérieures, d'annexes et de remaniements partiels, présentait un massif solidement soudé, où les possibilités de présentation se réduisaient aux façades longeant d'étroites ruelles à la circulation assez animée.

Les restaurateurs y ont fait un grand travail de recherche, relevant et classifiant les constructions, notant quelles constructions, sans aucune valeur historique ou artistique, nuisaient à l'intégrité spectaculaire de la Vieille Ville.

Fondé sur ces études, le plan d'urbanisme et de restauration se propose de diviser la Vieille Ville en plusieurs zones de mise en valeur, se prêtant bien aux visites de la ville médiévale et son aspect originel. Cela sera possible quand les quartiers en question auront été libérés comme prévu, des bâtisses de peu de valeur datant d'époques postérieures. Cette « épuration », ainsi que le détournement de la circulation hors du cadre de la Vieille Ville, permettront d'y aménager des secteurs de détente indispensables aux visiteurs. Chacune de ces zones restaurées comprend un ou deux édifices servant à faire connaître les intérieurs, abritant de petites expositions, ou des moyens additionnels d'information.

Les travaux prévus font partie intégrante du Plan Général de reconstruction et d'urbanisme de la ville de Vilnius, qui est en voie de réalisation.

Le projet de reconstruction de la zone commémorative du bourg de Chouchenskoïé présente d'autres particularités.

La déportation de Lénine à Chouchenskoïé date des années 90 du siècle dernier. Seules deux maisons y sont restées, jusqu'à nos jours, plus ou moins intactes, et ce sont précisément celles qu'avaient habitées Lénine. Les autres constructions ont subi de grandes transformations.

Notons que Chouchenskoïé attire un nombre toujours accru de touristes : entre deux et trois cent mille par an. La nécessité était évidente de grands travaux de présentation de cet ensemble touristique afin de reconstituer l'image historique authentique de l'ancien village. Actuellement, la zone commémorative est reconstruite conformément au projet élaboré par les spécialistes de l'Atelier Central de Restauration scientifique et par ceux de l'Institut d'Histoire de l'Art. En voici les traits essentiels : la zone commémorative est nettement délimitée (quelque dix mille mètres carrés). Dans ce cadre, la zone constitue la présentation du village de Chouchenskoïé vers la fin du XIX^e siècle. A cette fin, on reconstitue, outre

les deux maisons de paysans habitées par Lénine, et qui se sont conservées, 32 maisons et dépendances, sur leurs propres emplacements précisés après toutes sortes de longues investigations. Des maisons et des dépendances suffisamment semblables par leurs caractéristiques à celles qui les avaient précédées sur ces emplacements, ont été sélectionnées dans des villages sibériens environnants et sont transportées à Chouchenskoïé. Quelques-unes d'entre elles recevront des objets ethnographiques appropriés, ce qui accusera encore la précision spectaculaire de l'ensemble.

L'itinéraire touristique sera toujours centré sur les deux maisons mentionnées qui abriteront l'exposition principale des objets, des documents et des ustensiles historiques appartenant à l'époque du séjour de Lénine à Chouchenskoïé.

Ainsi, les deux plans d'exposition de la zone commémorative donneront une notion assez vive et complète de la vie et du travail de Lénine comme de l'image du vieux village sibérien, lieu de sa déportation.

d) Travail d'éducation aidant à conserver les monuments historiques.

Les monuments, objets du tourisme, risquent d'en être endommagés. Le danger peut résulter du dépassement du nombre optimum de visiteurs prévu pour chaque monument ou bien — cas imprévu — du manque de discipline des visiteurs, de l'attitude irrévérencieuse de certains touristes, du désir de garder des souvenirs matériels de sa visite, etc. Ce dernier phénomène, malheureusement, accompagne encore le tourisme de masse et, à en juger par l'expérience de nos collègues à l'étranger, est considéré comme un vice inévitable.

A notre avis, des faits de ce genre résultent d'une connaissance insuffisante des monuments historiques, de l'ignorance du public, provenant en une large mesure d'un manque d'information et de propagande en ce qui concerne les efforts pour inculquer le respect de l'héritage culturel de l'humanité.

Nous estimons, dans cette optique, que les formes principales et les plus efficaces du travail éducatif sont les suivantes :

1. Eveiller chez les enfants et les adolescents, l'intérêt et le respect envers l'héritage culturel. En Union Soviétique, cela se réalise sous forme d'études extrascolaires, d'activités des clubs et cercles scolaires, etc.

2. Attirer l'attention des jeunes sur l'étude et la conservation des monuments culturels, et faire participer directement d'importants groupes d'écoliers, d'étudiants et d'ouvriers aux travaux des monuments historiques. Ces contacts véritables avec les monuments peuvent consister en diverses activités : travaux auxiliaires confiés à des groupes d'étudiants ou de jeunes, à l'occasion de la restauration de monuments et de l'aménagement de zones de protection ; recherche d'informations sur des monuments confiée à des groupes de jeunes de différents âges, ainsi que des investigations initiales ; enfin, participation des jeunes à des visites spécialisées consacrées à des thèmes précis et comprenant des monuments ayant trait à l'histoire nationale. Toutes ces formes de contact direct de la jeunesse avec la conservation des monuments historiques sont de plus en plus répandues dans notre pays. C'est ainsi que, ces dernières années, d'importants groupes d'étudiants ont participé, pendant leurs vacances, à la restauration du célèbre monastère de Solovetski (sur la mer Blanche) ; quelque 900 étudiants travaillaient à l'ensemble de Chouchenskoïé. L'Institut d'Histoire de l'Art du Ministère de la Culture de l'U.R.S.S. fait un large emploi de jeunes pour relever les caractéristiques des monuments de notre pays, afin de documenter le « *Corpus des Monuments Historiques de l'U.R.S.S.* », ouvrage actuellement en préparation.

Ces dernières années, une autre forme d'initiation de la population soviétique à la conservation et à la connaissance des monuments historiques est devenue fort populaire : il s'agit des « Associations de protection des monuments historiques », créées dans la presque totalité des républiques fédérées.

Aujourd'hui, ces Associations groupent un total de quelque trois millions d'adhérents. Elles participent à l'étude des monuments, à leur aménagement, financent dans certains cas

la restauration de tel ou tel édifice, etc. Cependant, leur tâche primordiale est de promouvoir une vaste campagne en faveur des monuments. Dans cet ordre d'idée, leurs organisations locales réalisent pour leurs adhérents des excursions aux monuments, des conférences et des lectures, et leur confient des missions indépendantes dans l'étude ou la restauration des monuments.

Les exemples cités sont, naturellement, loin d'épuiser toutes les techniques de vulgarisation des monuments historiques. Nous sommes convaincus qu'elles doivent toutes avoir un objectif commun : inculquer au public un profond respect des monuments historiques, sentiment qui naît de la connaissance des monuments et de la compréhension de leurs qualités.

III. *Coordination entre les questions d'organisation du tourisme et de protection des monuments*

Il convient d'insister, une fois de plus, sur le fait que l'essor du tourisme et l'intérêt grandissant porté aux monuments culturels, en leur qualité d'objets les plus attrayants du tourisme, constitue un phénomène dont le déroulement est régi par des raisons dont l'action est permanente : par le progrès général de l'humanité. C'est donc un processus irréversible. Il en découle que combiner l'intérêt du tourisme et les problèmes de la conservation des monuments est parfaitement logique et indispensable.

A l'époque actuelle, les monuments historiques ne sauraient demeurer à l'instar de ce qu'ils étaient dans un passé encore proche, un « tout » en eux-mêmes; la majorité des monuments étaient l'objet d'études scientifiques pratiquées par les seuls connaisseurs et une faible minorité d'entre eux, seulement, attirait l'attention de touristes issus des milieux aisés. C'est là un temps révolu. Le monument historique devient, de plus en plus, l'apanage de larges masses, l'objet de la fierté nationale et des millions de touristes viennent le visiter. Ce désir de visiter des monuments, de les connaître, s'il est spontané et déréglé, est susceptible d'être un facteur négatif pour la conservation de nombreux monuments historiques. Bien orientée, cette même force est capable d'élargir l'éventail des monuments constituant l'apanage culturel de la nation et de devenir un « stimulus » vivifiant dans l'étude et la sauvegarde des monuments historiques.

Autant de raisons de croire que, dans le contexte actuel, la meilleure solution du problème est de combiner harmonieusement l'intérêt du tourisme, en voie de développement, et celui de la sauvegarde des monuments, de coordonner quotidiennement et pour l'avenir les questions du développement touristique avec celles de l'utilisation des monuments culturels. L'expérience pratique a montré, qu'au point de vue juridique et financier, la coordination de ces questions est plus fructueuse si elle est pratiquée à l'échelle nationale. C'est à ce niveau, justement, que sont susceptibles d'être établies et rendues générales et obligatoires, les règles déterminant les itinéraires et les centres touristiques, les normes d'utilisation touristique des monuments et celles de la sauvegarde des territoires, les normes et les modalités du financement des restaurations des monuments et de leur adaptation à des fins touristiques.

D'autre part, les questions de priorité et de techniques dans la restauration et la mise en valeur des monuments, de préparation d'itinéraires précis, d'organisation du travail dans les excursions et la propagande, tout comme d'autres problèmes de ce type, sont susceptibles d'être résolus par les organisations locales — républicaines et régionales — compte tenu du contexte local.

Il y a plus d'un demi-siècle, en 1918, le gouvernement de la Russie révolutionnaire faisait appel à la population en ces termes :

« Citoyens, gardez cet héritage, gardez tableaux, statues, édifices : c'est l'incarnation de la force spirituelle de vous et de vos ancêtres.

» L'art est la beauté que les hommes de talent ont su créer

sous le joug du despotisme et qui témoigne de la beauté et de la force de l'âme humaine.

» Citoyens, ne touchez pas à une seule pierre, gardez monuments, édifices, vieux objets, documents : tout cela est votre histoire, votre fierté. Rappelez-vous que tout cela est le sol sur lequel croît votre nouvel art populaire ! »

Ce demi-siècle a vu devenir méconnaissable la physionomie de notre pays. Les besoins humains, eux aussi, se sont transformés. Le besoin de percevoir la beauté est devenu un trait caractéristique du représentant moderne de la société soviétique. Trois millions de visiteurs par an à l'Ermitage, plus de deux millions par an aux musées du Kremlin de Moscou, des millions d'adhérents à l'Association de Protection des Monuments : autant de témoignages convaincants des perspectives les plus favorables d'une large utilisation des monuments pour développer le tourisme culturel.

A. G. HALTOURINE
Président
du Comité Soviétique

ETATS-UNIS - U.S.A

There was, I regret to say, insufficient time before the due date to send the report, to attempt a fresh study of cultural monuments and tourism in the United States. Because of the size of our country, the complexities of governmental jurisdictions, the important role of numerous historical societies and private philanthropies, and the great growing volume of tourist travel, both international and domestic, a thorough review of the subject would plainly take a very long time. Accordingly, I have decided instead to offer some rather brief general observations on the background and current state of affairs in the United States in the field of cultural monuments and tourism and to attach, as a further response, a copy of a study I prepared for the National Park Service in 1968 entitled "Public Use of the National Park System 1872-2000". While I suspect this combined report, which undoubtedly gives disproportionate emphasis to the experience of the National Park Service, will have somewhat limited relevance for ICOMOS, I am glad to offer it for whatever value it may have. I particularly regret my own limitations adequately to describe the importance of the many non-federal programs for the conservation and use of cultural resources in the United States in relation to tourism, particularly those of Mount Vernon, Colonial Williamsburg, the National Trust, and some of our new state and municipal agencies, such as the Massachusetts Historical Commission and the New York City Landmarks Commission, as well as some of our older private preservation organizations such as the Society for the Preservation of New England Antiquities.

1. EARLY EXPERIENCE OF THE NATIONAL PARK SERVICE REGARDING CONSERVATION AND TOURISM

Since the main objective of ICOMOS is to develop a doctrine on the proper relationship between the conservation of cultural monuments and tourism, it may be useful, at the outset, briefly to describe a general doctrine of this kind, widely endorsed in the United States, which established, some years ago, the formal basis for the work of the National Park Service. In this connection, it is desirable to recall two points.

a) When Yellowstone National Park was established in 1872, and as other parks such as Yosemite and Grand Canyon were authorized in the following decades, the American West where they were situated was still largely undeveloped country, not unlike the spacious undeveloped areas in some other nations of the world today. The problem of relating the preservation of those scenic and wilderness reservations to

their future public use was nevertheless foreseen by Congress when the National Park Service was established and a principle to guide these relationships was written into national law over fifty years ago.

b) Although the National Park Service began its career as a bureau primarily concerned with large nature reservations, it was soon made responsible for the preservation of nationally owned historic and architectural monuments as well. When this happened, the doctrine on the relationship of preservation and use, originally developed for nature reservations was extended to historical properties.

The basic statement of principle is to be found in the law authorizing establishment of the National Park Service in 1916, which reads as follows: "The Service thus established shall promote and regulate the use of the federal areas known as national parks, monuments, and reservations... by such means and measures as conform (their) fundamental purpose... which purpose is to conserve the scenery and the natural and historic objects and the wild life therein and to provide for the enjoyment of the same in such manner and by such means as will leave them unimpaired for the enjoyment of future generations." (Underlining supplied).

The well-known American landscape architect, Mr. Frederick Law Olmsted Jr., was the principal author of this wording, subsequently enacted into law by the Congress of the United States. In 1918, soon after the establishment of the National Park Service, Secretary of the Interior Franklin K. Lane, supplemented this legislation with a further statement of national policy based on three broad principles:

"First, that the national parks must be maintained in absolutely unimpaired form for the use of future generations as well as those of our own time; second, that they are set apart for the use, observation, health, and pleasure of the people; and third, that the national interest must dictate all decisions affecting public or private enterprise in the parks."

Over the years the application of these principles has been extended from nature reservations to national historical and architectural monuments and insofar as practicable to their environments as well. Furthermore, as recently as 1968, these policies were reaffirmed by Director George B. Hartzog Jr. of the National Park Service, and by the Secretary of the Interior Stewart L. Udall. Although not lacking in certain ambiguities, these general statements of policy have been valuable for over fifty years and are still helpful today as guide lines for the preservation and public use of the rapidly developing National Park System in the United States, including its numerous historic monuments.

2. RECENT TRENDS INFLUENCING CONSERVATION OF CULTURAL RESOURCES IN THE UNITED STATES

In recent years, however, complex conditions, which seem inseparable from the growth of a technological society, have posed serious new problems for the conservation of cultural resources in the United States. These conditions, which adversely affect natural areas and historic monuments alike, have been characterized by Secretary Udall in the following language: "America today stands poised on a pinnacle of wealth and power, yet we live in a land of vanishing beauty, of increasing ugliness, of shrinking open space, and of an over-all environment that is diminished daily by pollution and noise and blight. This, in brief, is the quiet conservation crisis of the 1960's."

Recognition of these problems has been accompanied by intensification of public interest in conservation. Initially this concern was directed primarily toward the preservation of open space and the provision of public facilities for outdoor recreation. In 1962, the Outdoor Recreation Resources Review Commission, headed by Mr. Laurance Rockefeller, published its monumental, eleven-volume report entitled *Outdoor Recreation for America*.

This report led to the creation of national Land and Water Conservation Fund, primarily for the acquisition of open space but also in part for the preservation and restoration of historical and architectural monuments and their settings. Although this fund has been very helpful, urban blight and the often damaging effects of new highway construction have continued to increase. In 1965, these and other factors led to convocation of a White House Conference on Natural Beauty, attended by civic and conservation leaders from all over the country. The result was a new emphasis at the highest levels of government on the importance of aesthetic values, primarily natural but also cultural. Some of the recommendations of the conference were implemented by legislation and during the last three years the natural beauty movement, led by Mrs. Lyndon B. Johnson, has spread from the national capital to states and communities in every region of the nation. Still more recently, these endeavors have been brought together with other interests into a broader and deeper conservation movement which embraces the entire spectrum of environmental concern, including open space, natural beauty, historic preservation, urban blight, air and water pollution and all related problems. Sometimes described as the "quest for quality in our environment" this movement is receiving close attention in Congress and may well prove to be the dominant conservation trend in the United States for years to come.

Amidst these varied, sometimes conflicting efforts to strengthen conservation forces in a technological society, advocates for the preservation of historic and architectural monuments have had to struggle for recognition. This recognition is gradually coming, in part through the efforts of citizen organizations, notably the National Trust for Historic Preservation and its counterparts in state and local communities; in part through federal government projects such as the Historic American Buildings Survey and the Registered National Historic Landmarks program, both conducted by the National Park Service, and certain historic urban renewal projects supported by the Department of Housing and Urban Development; in part through the unremitting efforts of national professional groups including the Society of Architectural Historians, and the American Association for State and Local History; in part through the widening influence of major preservation and exhibition projects including for example, Colonial Williamsburg, Winterthur, and Mount Vernon; and in part through a widespread movement to designate and conserve historic districts in older cities such as Boston, Philadelphia, Annapolis, Charleston and New Orleans, and over fifty other historic communities throughout the United States.

In 1965, these forces came into national focus through the report of a special Committee on Historic Preservation sponsored by the U.S. conference of Mayors and the American Leagues of Cities. Headed by former Congressman Albert Rains, this Committee in 1966 produced a major report entitled *With Heritage so Rich* emphasizing the importance of historic and architectural monuments to the nation and recommending much stronger protective legislation. Congress responded by enacting, within the single year of 1966, four separate but related preservation laws. The most important of these laws is the National Historic Preservation Act of 1966. It authorizes the Secretary of the Interior to maintain and expand the National Register of "districts, sites, buildings, structures, and objects significant in American history, architecture, archeology and culture", to include those of regional, state and local significance in addition to those of national importance. It also provides for matching federal grants to the states and to the National Trust for comprehensive statewide historic surveys and plans, as well as for specific preservation projects. Unfortunately, the exigencies of the war in Viet Nam have seriously delayed adequate financing for this program, but it is nevertheless making some progress.

Once listed on the National Register, an historic site or building is protected from the adverse effects of federally financed construction projects, such as highways and dams, until certain

procedures have been complied with. An advisory Council on Historic Preservation is established by the new law to help coordinate sometimes conflicting public programs and to advise the President and the Congress on the progress of historic preservation on this Council, including the Departments of Interior, Housing and Urban Development, Transportation, and Justice. The Chairman of the National Trust and ten informed citizens from state and local governments and historical societies also serve on this Council.

A second law vests additional authority in the Secretary of Housing and Urban Development to assist historic preservation through urban planning and renewal grants. The third and fourth laws limit the authority of the Department of Transportation to construct public roads that may adversely affect historic sites and buildings or natural parks without adequate consideration of alternative highway locations. Various branches of the federal Government are now endeavoring to implement these several laws and are making significant if uneven progress.

3. TOURISM AND HISTORIC PRESERVATION IN THE UNITED STATES

In the United States the term "tourism" is used to include both domestic and foreign travel for pleasure. On this basis, tourism is a large and growing factor in national, state and local economies. Tourism is, in fact, so large and complex a subject, and reliable economic data is so difficult to secure and interpret, that only a few observations will be attempted here.

Domestic tourism in the United States is growing very rapidly as a result of the convergence of a least four significant forces: (1) increasing leisure time; (2) mounting incomes; (3) improved means of transportation; and (4) growing population.

To illustrate the impact of these forces, it may be noted that when the National Park Service was established in 1916 the population of the United States was approximately 100,000,000. By 1967 it had reached 200,000,000 and many students predict 350,000,000 by the year 2000. The number of automobiles increased from 5 1/2 million in 1918 to over 78 million in 1967. About nine million new automobiles are added to the economy each year. Some of the consequences of these trends may be deduced from the fact that there were 22,000,000 visits to the National Park System in 1946, but the number increased six-fold to 133,000,000 by 1966. The rate of increase shows no signs of slowing down, and in fact may be accelerating.

International tourism to the United States is also growing. According to the International Union of Travel Organizations, tourist arrivals to North America from outside the continent increased from 6,180,000 in 1950 to 20,750,000 in 1966. During this period tourist receipts from such visitors increased from \$ 668,000,000 in 1950, to \$ 2,130,000,000 in 1966. In spite of this increase, during the most recent years the United States has, for other reasons, experienced an adverse balance of international trade. Because this continuing adverse balance has become an extremely serious matter, major efforts are being made to correct it.

In 1961 Congress passed the International Travel Act which authorized establishment of the United States Travel Service in the Department of Commerce for the primary purpose of attracting visitors to the United States from other countries. Beginning in 1963, the program of this service was supplemented by a non-governmental effort supported by business and private resources called the *Discover America* program. It has received fairly wide attention in the travel press during the past five years, but it is now being merged with the larger general program of the National Association of Travel Organizations. In November 1968, a new Division of Travel was established in the National Park Service, U.S. Department of the Interior, for the purpose of encouraging and coordinating federal efforts for the promotion of domestic travel, particularly to government-owned lands, including historic and archi-

tectural monuments, administered by the Interior Department. There is no question that these official travel bureaus consider historic and architectural monuments to be a very important factor in encouraging tourism, both international and domestic, in the United States. For example, of the 133,000,000 visits to the two hundred odd units of the National Park system in 1966, some 50,400,000 were visits to such historical areas as Independence Hall, the Home of Franklin D. Roosevelt, the Lincoln Memorial, and Gettysburg Battlefield. Traditionally historic states, such as Virginia, and Massachusetts, which have been successful in preserving a significant part of their heritage of historic and architectural monuments, are also able, at times, to justify the appropriation of state funds for preservation in part by the long term economic benefits of travel. This also occurs in certain older cities, including Philadelphia, St. Augustine and New Orleans. Unfortunately, no adequate financial statistics are available on short notice with which to measure the significance of investments in such historic properties in relation to subsequent revenue from travel. It is noted, however, that the annex to the Report of the Director-General of UNESCO on the preservation of monuments and tourism, dated April 14, 1966, contained illuminating economic data on the experience of Colonial Williamsburg in recent years.

4. SOME ASPECTS OF THE RECONCILIATION OF THE PRESERVATION OF CULTURAL PROPERTY AND THE DEVELOPMENT OF TOURISM

Enclosed with my letter was a report entitled *Public Use of the National Park System 1872—2000*. This report, prepared by the writer primarily for administrative use within the National Park Service, in the United States, attempts to analyze one special aspect of the relationship between the conservation of cultural property and its public use by visitors.

This special aspect is the problem created by the impact of very large and growing travel to units of the National Park system in the United States which in some cases jeopardizes their preservation. This is the opposite of the situation which usually obtains in an undeveloped country where successful preservation of historic and architectural monuments often directly depends on promotion of additional travel. Such was indeed the situation in many areas of the United States one and two generations ago. Today, however, the problem frequently is how to regulate mounting public use so as to avoid intrusive over-development of cultural resources and their environments. Chapters nine and ten of the enclosed report outline some of the methods and policies currently being followed by the National Park Service to regulate public use so as to provide suitable enjoyment and education for visitors and at the same time preserve the basic cultural and natural resources substantially "unimpaired" for the benefit of future generations.

There is another document to which it also seems desirable to refer as this letter draws to a close. From November 29 to December 2, 1967, two experts of the United States, Dr. Christopher Tunnard and Mr. Earle Newton, participated in a meeting of twenty-one Pan-American specialists at Quito, Ecuador, which produced a document entitled *Final Report of the Meeting on the Preservation and Utilization of Monuments and Sites of Artistic and Historical value*, now sometimes referred to as the "Quito Standards". This meeting was sponsored by the Organization of American States with the cooperation of the Pan American Institute of Geography and History. No doubt this report is readily available to ICOMOS through UNESCO and other channels. It is mentioned here because (1) it appears to the writer to be an outstanding statement of principles on the relationship between the preservation and use of cultural monuments; (2) it reflects conditions in many nations of the western hemisphere; and (3)

it is concerned with the same problems that will be considered at Oxford in July 1969.

This long communication does not contain as specific a response as would be desirable regarding the economic aspects of the conservation of cultural property in relation with tourism in the United States. It is hoped that American partici-

pants in the Oxford meeting may be able to supply additional economic data and ideas from United States experience that will help overcome the present lack.

Ronald F. LEE
National Park Service
(U.S.A.)

ANNEXE - APPENDIX

THE PROTECTION AND RESTORATION OF MONUMENTS AND THE DEVELOPMENT OF CULTUREL TOURISM (SPECIAL REPORT FOR THE UNITED KINGDOM)

Tourism can be described as the incidence of the mobile population on a resident community. It consists of a movement of people and in economic terms, a market as much as industry, and has important economic effects on a wide range of services, facilities and attractions. Although the word is widely used to describe that part of the tourist or recreational movement crossing international frontiers and thus affecting international trade and the balance of payments, it embraces both domestic travel or movement by residents within national frontiers and international travel. Governments give most attention to tourism because of its incidence on the balance of payments, but from the point of view of those concerned with natural resources and holiday assets, including historic buildings, a wider consideration is necessary.

Technological developments, particularly in the richer countries of the world, have been accompanied by increasing wealth and personal mobility. These factors have caused a rapid and continuous rise in tourism activity. From the international point of view tourism is already the largest single item in world trade and growing faster than trade in merchandise or commodities. In 1967 international tourist receipts are estimated to have amounted to about \$ 14,000 million ⁽¹⁾ and to be increasing at an annual average rate of about 12 %, compared with the growth in the trade of merchandise and commodities of about 8 % per annum.

Nevertheless 80 % of tourism activity arises from domestic movement. This is particularly true of the developed countries. As the tourist movement grows it becomes heterogeneous, that is to say, it is made up of a number of different sections or types of travel. It becomes increasingly important for each area, and indeed for every form of tourist attraction, to specialise in one or more types of travel. There is a natural

conflict within the tourist movement. There are gregarious people and those who prefer lonely places. This necessity for choice and specialisation has a particular bearing on the use of tourist attractions. Although great attention is given to one form of tourism, travel to warm beaches, it represents only one part of total movement. Travel for other reasons is expanding as rapidly. Equally powerful with the sun as a major magnet is the interest in education and culture. Another important consideration is the growing habit of taking more than one holiday in the year and a number of weekend or day trips away from home.

Britain has benefitted from the great development in tourism and recreational activity ⁽²⁾.

	Visitors to Britain (excluding visitors from the Irish Republic)	Expenditure in the U.K. (M)
1965	£ 2,895,000	£ 193
1966	£ 3,270,000	£ 219
1967	£ 3,557,000	£ 236
1968 (Est.)	£ 4,014,000	£ 268

⁽¹⁾ Source: International Union of Official Travel Organisations.

⁽²⁾ Source: Home Office and Board of Trade.

NUMBER OF ARRIVALS BY MONTH 1968
(Foreign nationals only)

		% of total year
January	103,663	3
February	103,184	3
March	142,460	5
April	264,043	9
May	251,962	8
June	339,595	11
July	603,816	19
August	462,888	15
September	301,970	10
October	215,298	7
November	153,615	5
December	165,011	5
TOTAL	3,107,505	

It will be noted that travel takes place over a long period of the year. There are now more American visitors to London in the winter months in 1968/9 than in the whole of 1960. Domestic travel movement for pleasure purposes on public holidays such as Whitsun and the summer holiday account for no less than 20 million trips. Although travel to the coast still plays a major part in holiday activity, touring and visits to historic monuments and buildings represent one of the fastest growing sectors of movement.

Tourism plays an increasingly important part in the national economy giving rise to large personal expenditure, providing employment and calling for heavy investment. Such expenditure and investment often take place in the means of travel and accommodation, yet the basic tourist product is an activity or an attraction at a destination.

Increasingly, even in resort areas, it is the historic monuments that have a growing appeal. While there are two broad types of traveller - those touring or moving from place to place and those staying in one place, even visitors to a resort are no longer confined to the centre of town but spend an increasing proportion of their time sightseeing, where their interest is concentrated on the countryside and on any unique features of the area or the country, such as history, culture, and pageantry. The importance of Britain's historic monuments and buildings can be seen from the fact that they receive over 15 million visitors annually. These figures do not include visitors to museums and art galleries, but to properties in the care of the Ministry of Public Building and Works, the National Trust and in private ownership. Some 2 million of these visitors are from overseas.

Surveys carried out by the British Travel Association among visitors to Britain of various nationalities have indicated the relative popularity of a number of tourist centres. As might be expected London was reported the most popular centre by all nationalities, 90 % of all visitors from the United States for example having visited London during their stay in Britain. Windsor, a historic town with its famous castle; Oxford with its colleges; Stratford-upon-Avon with its interesting old buildings and its association with Shakespeare; and Edinburgh, another historic city rich in old buildings, closely follow London in order of popularity. These studies reflect the interest in "History" as portrayed in buildings and monuments which is common to a great many visitors to Britain, irrespective of nationality.

Visits to historic buildings and monuments in Britain are not confined to those on holiday visits to this country. The practise extends to the considerable number of business visitors to Britain, many of whom combine sightseeing with their business trip and include visits to historic centres or places. The technological changes which have created the continuous rise of tourism and the mass movement of people, themselves

have both advantages and disadvantages so far as the monuments are concerned. These buildings have an important monopoly value, yet they are often torn down for modern development, where a new building with a relatively short term life and easily replaceable, replaces the "irreplaceable". Around 300 buildings, statutorily listed as of historic or architectural interest have been "lost" each year in recent years. It is not possible to give a precise figure covering the whole country as demolition of some listed buildings did not have to be notified. But as from 1st January 1969 all information of this kind is notifiable and in future accurate figures will be available (4).

As a concrete example a town of 70,000 inhabitants had 130 listed buildings in 1947. By the end of 1966 only 25 of the 130 remained. In one area of that town there were 30 listed buildings in 1947. Every single one had been destroyed 20 years later.

The volume of visitors in many historic places is still affected by the traditional nature or behaviour of tourism. As traffic grows it tends to follow the same old itineraries and to visit a relatively small number of places. The mass of traffic threatens, itself, to destroy certain buildings. The Tower of London reported last year 2-3 million visitors. On certain days at certain times it was almost full up. The seasonal or peaked nature of travel, not only by season of the year but by time of day, presents substantial problems in handling large numbers of people who themselves unwittingly, because of the effect of a crowd in a building not designed for such movement, cause damage. In only a very few cases as yet is the capacity of the building to receive more visitors unable to meet the demand, but it is becoming more and more difficult on the same traditional pattern of time and season.

Many of the historic buildings, although they have a monopoly value, do not charge for their services and are dependent on the State or other sources for funds, to ensure their preservation. Undoubtedly the first priority must be accorded to the preservation of assets which will have an increasing value for tourism as well as for cultural and educational activity. However it is not as yet fully realized that tourism will provide an enormous source of wealth to assist in preservation. Attractive countryside and historic monuments have a current economic value which may be far greater than that of anything put in their place, both in terms of the earning of foreign currency for the country, the revenue attracted to areas which have no other major resources and the creation of employment in those areas. In many cases the visitors are prepared to pay increasing sums of money to visit houses so that the funds can be put to use first of all in the prime task of preservation, and secondly in providing ancillary facilities and amenities such as catering, car parks which will make the visit more enjoyable and help to protect the building itself. The average admission charge for houses in private ownership is between 3/- and 4/-, but several houses charge 6/- for admission to house and gardens, and some have a special day for connoisseurs at around 50 % more than the normal charge. An increasing income from tourist activity will not be received by those responsible for monuments simply by preservation alone. They need to invest in the means of showing off or using buildings and monuments in a more up to date fashion. Many museums may be suitable for students and specialists, but do not attract the visitor who must be tempted to appreciate what the experts tend to keep to themselves. New forms of bringing history to life such as Son et Lumière have proved enormously successful, and so have alternative use of historic sites for the entertainment or reception of important visitors or conferences, and the use of buildings where appropriate for study or other

(3) Source: Home Office.

(4) Town and Country Planning Act, 1968.

group meetings, particularly those that have some link with the history of the place or the region.

There has been a concentration of the limited effort and skill on preservation, and undoubtedly this must come first. But coupled with this more thought and study and money must go into the appropriate use of the building or monument. The growth of tourism takes many forms. Expansion in visitor traffic is accompanied by changing trends in the movement and behaviour of visitors. Mass tourism in fact consists of a number of quite distinct segments with different interests. Not all buildings appeal to all people and those responsible for the buildings or monuments will increasingly have to decide what kind of traffic they wish to attract. This is the normal form of business choice for hotels, shops, theatres and indeed resorts in tourism. Specialisation in the type of travel becomes important so that the additional facilities, or alternative uses of the monument, can be developed to the full. A more commercial approach in accepting the fact that the preservation of monuments themselves and the ability to make available this cultural asset, to a growing number of people will require the use of price in the marketing sense to select or attract the type of traffic suitable, and to control peak flows by time of day or season where this may be necessary.

The Government in Britain, as in other countries, has an important role to play. It is the owner of approximately one-third of all monuments and it has a special responsibility for those in private hands; first of all to maintain their preservation, to stimulate their use and to assist the owners who conform to that policy in maintaining the buildings. It has been the experience in Britain that the privately owned monuments often cater for the visitor in a more attractive and stimulating fashion than state owned buildings. For example no less than 7 of the leading 20 properties in visitor attendances are in private ownership. Private owners in general tend to do more to put to effective and attractive public use what has been preserved. Although the Government in Britain has been increasingly active both in their policy, legislation and financial aid, details of which are set out as an Appendix, the problem of preservation and use remains an urgent matter, as the figures already quoted already show.

From the tourism point of view, as indeed from the cultural and educational point of view, there is an imbalance between the investment in the principal means of travel and recreational facilities and in the development of those attractions and attractive areas which constitute the main tourist product. An examination of investment in new aircraft, estimated at no less than 1,000 million dollars in the Boeing 747's alone; in new airports (British Airport Authority is spending

£ 15 million this year) and hotel investment which itself is lagging behind at approximately £ 20 million, is completely out of line with the investment in the preservation, maintenance and development of basic tourist assets such as historic buildings and monuments. It is doubtful if the investment in these buildings of £ 600,000 (the sum allocated annually to the Historic Buildings Council for England to be used in grants for repairs and maintenance of historic properties not in public ownership) and £ 3.15 million by the Ministry for its properties, enables the present stock of historic buildings open to the public to be maintained, let alone to provide sufficient funds to expand to facilities which would increase their use and enjoyment.

The Historic Houses Committee of the British Travel Association has estimated that the Government contribution to the Historic Buildings Council should amount to a minimum of £ 1 million, and that there should be further tax concessions to assist the private owners who are hard put to maintain their properties, even with the greater flow of traffic which they are creating.

It is impossible to estimate the value of the historic buildings and monuments, particularly taking into account their monopoly value. Although many in the future may prove profitable to the extent of meeting in certain cases, the cost of maintenance and opening to the public, many others can never be in that situation. Yet undoubtedly, taking the value of Britain's earnings in 1968 from overseas visitors of £ 375 million, including fares paid by those overseas visitors to British carriers, spending by British residents on holiday in Britain at £ 525 million, and the value of days trips, second holidays and weekends at £ 150 million, these enormous sums of money are dependent in no small measure on the maintenance of the country's basic tourist resources and attractions, in which the monuments play for Britain an important role.

Investment plans by transport, hotel and other commercial operators in Britain as in many other leading tourist countries are now showing a rapid expansion to cater for an anticipated rapid growth in tourist traffic. Over 5 million overseas visitors are expected to come to Britain in 1970. The total should reach 10 million in the next decade. Forecasts of the growth in transatlantic travel and traffic to a number of European countries suggest a similar rapid expansion. Yet the achievement of these forecasts depends not simply on development of transport or accommodation but on the maintenance and development of the true tourist attractions within the principal tourist regions themselves.

THE BRITISH TRAVEL
ASSOCIATION